

EXIGEANT !

Sani YALO

Exigeant !



© **Édilibrés – AP Média**
<http://www.edilibrés.com>
ISBN : 978-2-38126-005-1
EAN : 9782381260051

*Si tu veux pleurer, pleure, si tu veux espérer prie,
mais de grâce, ne cherche pas de coupable là où
tu ne trouves pas de sens à ta vie.*

Yasmina Khadra

*À tous mes enfants,
afin qu'ils comprennent que j'aime profondément la
République centrafricaine et que je souhaite au plus
profond de moi qu'ils puissent s'attacher à elle. Telle
est ma prière.*

Avant-propos

Pendant longtemps, j'ai refusé de me rendre à l'évidence et d'accepter la situation de mon pays, la République centrafricaine, pris dans un tourment inqualifiable. En effet, depuis fin 2012, au mois de décembre pour être plus précis, ce pays, jadis havre de paix et qualifié de « *Suisse africaine* », est entré dans une spirale de violence sans fin. Les groupes armés qui écumant le territoire national multiplient les engagements en faveur de la paix tout en démontrant dans les faits que leurs paroles n'ont aucune valeur, puisque les tueries continuent, la souffrance et la désolation étant toujours le lot quotidien de nos populations qui ont déjà payé un si lourd tribut à cette folie meurtrière.

Malgré les efforts des uns et des autres, notamment des autorités issues des élections de 2016 qui ont privilégié le dialogue, la concertation, menant une politique de main tendue, ainsi que les nombreuses interventions de la communauté internationale, le pays peine à se départir de ce mauvais réflexe de la division, de la haine de l'autre et à quitter ce chemin chaotique de

l'instabilité chronique qui ne le mène nulle part, si ce n'est à la dérive, devant des déboires et vers sa propre perte. Depuis cette funeste année 2012 où une horde de mercenaires venus des confins du pays, rassemblés dans une improbable coalition baptisée Séléka, signifiant « *alliance* » dans notre langue nationale le Sango mais voulant aussi dire « Al-Qaïda » de triste réputation, ont envahi la terre de nos ancêtres, profané notre sol et nos lieux sacrés, violé nos sœurs sans épargner nos mères, pillé nos maigres biens sans se priver de nous chasser de nos maisons, l'unité nationale et la cohésion sociale sont mises à rude épreuve.

D'ailleurs, le moins que l'on puisse dire sur la dénomination de cette rébellion, c'est qu'elle apparaît comme un clin d'œil aux commanditaires extérieurs, soit tous ceux, trafiquants sans foi ni loi ou États sans scrupules qui attendaient la moindre occasion pour se précipiter tels des rapaces sur la dépouille encore tiède de notre pays et se partager ses membres. Résultat de la course : l'État centrafricain s'est fragilisé et la nation a failli se disloquer. Une situation qui a fait vaciller certaines croyances, semant la haine dans de nombreux cœurs et laissant au passage une trace indélébile. Une trace qui ne s'effacera que grâce à

un véritable travail de réconciliation nationale. Les autorités actuelles de notre pays y travaillent chaque jour et elles sont déterminées à réussir, d'autant plus que la colère a remplacé notre légendaire esprit de tolérance et que la haine est devenue notre compagnon de tous les jours. Cette crise a contribué, sans aucun doute, à effriter notre sentiment d'appartenance à une même communauté de destin et nous a forcés à amorcer un repli identitaire qui ne pourrait que nous être préjudiciable, car c'est ensemble que nous travaillerons pour relever notre pays. Le communautarisme, le régionalisme ou encore le clanisme n'ont jamais développé un pays. Bien au contraire ! ces mots en « *isme* » sont dans bien de cas le terreau de nombreuses catastrophes. Le génocide rwandais est encore présent dans nos esprits pour nous le rappeler et parfois avec brutalité.

Refuser de voir cette situation en face et tirer toutes les conclusions qui s'imposent, c'est se dérober, c'est manquer à un devoir d'inventaire ou se garder de satisfaire une obligation : celle de dresser le bilan de nos actions pour ne retenir que la substantifique moelle. C'est, au fond, laisser la porte grand-ouvert à toutes sortes de dérives. C'est

surtout permettre aux médiocres de tout acabit de rouler la mécanique et se prendre pour des lumières alors qu'ils sont l'incarnation même des ténèbres. C'est également laisser le mensonge et les contrevérités se propager sans jamais tâcher de leur tordre le cou. Et sérieusement.

Je ne souhaite plus, de mon vivant, laisser ces chasseurs, ceux qui se purlèchent les babines du malheur de nos compatriotes, raconter seuls l'histoire de la chasse. Ce serait trop facile, puisqu'ils voudront toujours se donner le beau rôle ou tirer la couverture vers eux. Pour coller à cette image du chasseur racontant seul les exploits de la chasse, ici, sous ce ciel centrafricain, les chasseurs ne sont d'autres que tous ces hommes politiques médiocres que nous avons vus à l'œuvre et qui ont tous échoué, mais qui, pour des intérêts égoïstes, travaillent chaque jour dans l'ombre pour mettre à mal l'avenir du pays. Ils ont formé des alliances hétéroclites, contre-natures, une juxtaposition des égos démesurés, donc forcément diabolique, pour empêcher le président Faustin-Archange Touadera de travailler. L'objectif recherché par ces assoiffés du pouvoir ? Anéantir tous les efforts entrepris par les autorités centrafricaines pour relever le pays. Ces entrepreneurs politiques sont nuitamment à la manœuvre pour instrumentaliser les groupes armés,

croyant ainsi fragiliser le régime en place. Je suis trop attaché à la République et à ses valeurs de mérite, de tolérance et du vivre ensemble auxquelles j'ai consacré une bonne partie de ma vie pour accepter que notre nation soit une fois de plus, une fois de trop, affaiblie et entraînée vers une aventure à l'issue forcément incertaine. Je ne pourrais d'autant moins l'accepter que certains, comme Crépin Mboli-Goumba ou encore Alexandre Ferdinand Nguendet, alors que je m'opposais farouchement à Michel Djotodia et à ses mercenaires, mangeaient à sa table, bénéficiaient de ses largesses, défendaient le pouvoir criminel de la Séléka qui est en partie responsable de nos malheurs actuels. Aujourd'hui, ce sont eux qui se donnent le beau rôle et qui, sans humilité, nous font la leçon. Comme quoi, l'hôpital peut parfois narguer la charité.

Pourquoi ce livre et pourquoi, maintenant, serait-on tenté de s'interroger ? La réponse est toute simple. Primo, les paroles s'envolent et les écrits restent, comme le disaient les Romains dans leur célèbre formule : « verba volent, scripta manent ». En écrivant ces mots, j'ai voulu offrir à nos compatriotes la possibilité de disposer d'un support écrit qu'ils pourraient lire et relire à

volonté. Il s'agit aussi d'un témoignage qui passera à la postérité. Ne dit-on pas que nous ne sommes que de simples passants sur cette terre des hommes ? Secundo, j'ai tenu à démentir l'un des reproches que l'on adresse souvent aux hommes publics africains au sujet de leur supposé attachement à l'oralité. N'a-t-on pas critiqué les présidents Ange-Félix Patassé et André Kolingba de n'avoir pas pu laisser de mémoires évoquant leurs riches parcours aux futures générations ? Or, nous avons besoin de ces repères pour nous situer, mais aussi pour comprendre. « L'homme marche mais il laisse des traces », a dit le président Laurent Gbagbo devant ses juges à la Cour pénale internationale (CPI). Enfin, sans être exhaustif, j'écris ces lignes pour me dévoiler un peu plus, mais aussi pour dire ma part de vérité de la tragédie centrafricaine. L'ambition de ce petit livre est donc de rejeter cet état de chose, mais aussi d'accepter de l'examiner. Froidement. Calmement.

Je n'écris pas un bréviaire, loin s'en faut, ni même une autobiographie, et encore moins une hagiographie pour chanter les louanges d'une quelconque personnalité. Pas les miennes en tout cas, puisque selon la célèbre formule, « le moi est haïssable ». Je ne cherche pas non plus à plaire à

quiconque. Ce n'est nullement le but de la démarche, encore moins sa finalité. Ici, entre ces lignes, je veux simplement rendre compte. Je souhaite analyser aussi ce que j'ai vu, entendu et fait durant ces vingt dernières années à partir du poste d'observation privilégié qui est le mien. J'ai souvent été aux premières loges, ce qui ne m'a d'ailleurs pas valu que des amis, je le concède volontiers. J'ai fréquenté le peuple en même temps que je mangeais à la table de ses souverains. J'ai vu se dérouler sous mes yeux pas mal d'événements, parfois dramatiques, quelques fois sympathiques, mais toujours remplis d'enseignement sur le ressort de mes compatriotes. J'ai été témoin d'ambition démesurée dont les intéressés n'ont pas fait long feu et ont souvent tôt fait de retourner à leur anonymat ou encore à l'insignifiance crasse de leur vie. D'autres ont carrément pris la direction de la poubelle de l'histoire. Non, certes, que ces hommes manquaient d'intelligence, mais parce qu'ils étaient pressés. Trop pressés. J'ai parfois été un faiseur de carrière, je le reconnais sans forfanterie ni vantardise, rappelant simplement des faits historiques. En revanche, dans les périodes de vaches maigres où j'avais besoin des personnes dont les carrières, pour décoller, ont eu besoin d'un petit coup de pouce de ma part, j'ai souvent trouvé

porte close. La plupart du temps, ils étaient aux abonnés absents. Pourtant, quand ces individus étaient en quête d'un poste ou à la recherche d'un privilège, ils faisaient le siège de mon domicile. C'est humain, me dira-t-on. Raison pour laquelle je ne nourris aucune animosité envers personne. Je laisse Dieu seul juger de nos actes. Il m'est également arrivé de défaire certaines carrières ; la vie est ainsi faite. Surtout que je n'ai pas que des amis dans le marigot politique centrafricain où chacun possède son couteau bien aiguisé dans le dos, prêt à couper la tête de son vis-à-vis. D'ailleurs, mes adversaires n'hésiteraient pas à m'envoyer six pieds sous terre, car ils ont souvent fait feu de tout bois pour me nuire. Quand il s'agit de me faire du mal, ces individus ne reculent devant rien, pas même devant l'ignominie.

Avec ce petit ouvrage que j'ai voulu concis et précis, j'ai souhaité dire la vérité, ma part de vérité, sans crier ni accuser personne, mais aussi sans jamais cesser d'être généreux. Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur moi, parfois, à tort, souvent par simple méchanceté. On m'a taillé le portrait du mouton noir de la République. On a même tenté de mettre sur mes frêles épaules les raisons de tous les malheurs du pays. Certains

m'ont présenté comme un fraudeur du fisc, tandis que d'autres m'ont accusé d'avoir été l'instigateur d'un nombre incalculable de complots imaginaires, alors qu'il n'en fut rien. Néanmoins, j'ai quand même payé le prix fort de ces dénonciations calomnieuses. J'ai connu la rudesse de la prison et la mélancolie de l'exil. Souvent, très souvent, quand j'ai voulu tendre l'autre joue, les gifles ont dédoublé, mon corps a été lacéré. C'est alors que je me suis souvenu de cette phrase d'Albert Camus :

« Le jour où le crime se pare des dépouilles de l'innocence par un curieux renversement qui est propre à notre temps, c'est l'innocence qui est sommée de fournir ses justifications »¹.

Pourquoi j'ai décidé de tenir cette chronique ? D'abord, je veux revenir sur mes origines, rappeler mon parcours parce que mes adversaires sont d'une telle mauvaise fois qu'il leur arrive assez régulièrement de nier mes racines centrafricaines ainsi que d'évoquer la pieuse mémoire de mes parents. Ensuite, je veux analyser les causes lointaines de notre échec à l'aune des errements les plus récents qui ont accéléré notre descente aux enfers.

Et enfin, je dirai pourquoi j'ai tenu à apporter mon soutien au président Faustin-Archange

1 L'homme révolté.

Touadera, pourquoi sa politique de la main tendue est la bonne et pourquoi je souhaite qu'il continue son œuvre salvatrice à la tête du pays. J'aurais pu intituler cet opuscule « Merci ». Simplement. Merci au président Touadera pour ce qu'il fait afin de relever notre pays. Merci pour son engagement et pour tous ses sacrifices qui sont souvent malheureusement peu reconnus par certains de nos compatriotes. Heureusement que leur nombre est négligeable. Je le dis avec l'assurance et la certitude de celui qui a l'honneur de voir le président de la République à l'œuvre dans la tempête comme sous la pluie. Sa sincérité est authentique. Ce livre est également un hommage, une prière, pour que Dieu préserve le président Touadera et qu'Il lui accorde la sagesse nécessaire de continuer tel un Moïse des temps modernes à conduire notre pays vers la terre promise.

Telles sont les raisons qui m'ont conduit à rédiger cet ouvrage que je dédie à toutes les victimes innocentes de la crise centrafricaine. Ce sont elles qui m'ont accompagné durant la rédaction de ces lignes et c'est vers elles que je me suis souvent tourné, comme si elles possédaient les réponses à mes doutes.

CHAQUE COURS D'EAU A UNE SOURCE

Toute ma vie, je me suis attaché à l'unité de notre pays, mais dans sa diversité. J'ai toujours été un progressiste et un incorrigible républicain. Je crois à la République et en ses valeurs de justice sociale, de méritocratie et de concorde. L'idée que je me suis toujours faite de la République centrafricaine est que sa richesse et sa singularité provenaient de ses différentes composantes. C'est de cette diversité ethnique que viendra notre salut. J'y crois dur comme fer. Le sentiment d'appartenir à une telle Nation, à pareille communauté de destin, a toujours été pour moi un motif de fierté. Pour tout dire, ce qu'il y a, en moi, d'affectif, rappelle le premier des trois mots de notre devise nationale qui est unité, tel un appel au rassemblement à cette « union sacrée » chère au président Faustin Archange Touadera. On aura l'occasion d'y revenir. Cette foi a grandi en moi en même temps que je faisais mes tous premiers pas dans le milieu où je suis né.

J'ai, de par mes origines, hérité le calme et la force tranquille en toute circonstance qui, selon la légende, serait le signe distinctif du peuple

Haoussa. Mon père, Mahamat Yalo, d'affectueuse mémoire, homme intègre, honnête et infatigable travailleur, était imprégné d'un sentiment patriotique à toute épreuve et faisait une stricte application du deuxième ainsi que du troisième mot de notre devise, à savoir la dignité et le travail. Il fut l'un des tout premiers habitants de la ville de Bangui. Il s'agit là d'un fait historique incontestable, parce que, quand l'administration coloniale française a décidé de faire de l'actuel kilomètres 5 le quartier des musulmans de la ville de Bangui, mon père figurait parmi les notables qui s'étaient attribué de vastes lotissements. C'est la raison pour laquelle le quartier situé derrière l'ex-bar dancing ABC pour ceux qui connaissent Bangui porte son nom. Mon père tenait le bavardage en horreur, parce qu'il considérait les bavards, pour rester poli, comme des hommes de peu de valeurs. C'est pourquoi, quand certains à sa place auraient pu se prendre au sérieux, s'adonner au culte de la personnalité ou tomber dans l'autosatisfaction ou alors l'autoglorification, mon père, lui, était resté taiseux, voire même franchement timide. Mahamat Yalo affectionnait cette citation qu'il aimait répéter à ses interlocuteurs : « *on est maître de son silence et esclave de sa parole* ». Avec le recul, je puis

affirmer que le paternel avait doublement raison. D'abord, parce que rien ne sert de s'attacher à la gloriole et qu'ensuite, les choses les plus nobles ne prennent jamais le soleil. Elles restent dans l'ombre. C'est ici que se trouve l'explication de ma discrétion qui a souvent tant fait jaser mes détracteurs. Non pas que je sois inaccessible à la vantardise, mais parce que j'ai compris très tôt, surtout grâce à mon père, que les choses de la terre sont éphémères et que rien n'est acquis, encore moins éternel, ici-bas. Tout est vanité et poursuite du vent comme le dirait L'ecclésiaste.

Ma mère, Maïmouna Sani, de pieuse mémoire, fut une femme courageuse. Belle, pieuse, effacée mais tenace, elle était soumise à son mari. Elle m'a appris à ne compter que sur mes capacités et à ne jamais convoiter les biens d'autrui. Ma mère m'a enseigné l'humilité et a exigé de moi de faire un festin avec son sandwich. Maïmouna Sani était convaincue, jusqu'à son dernier souffle, que tout ce que Dieu fait est bon. Pour elle, les malheurs et les déboires qui pouvaient surgir au cours de l'existence n'étaient que des contingences. Suivant ma mère, Dieu est si miséricordieux qu'Il est incapable de soumettre ses enfants à la tentation. Elle était un ange parmi les hommes.

Issu d'une grande famille qui compte vingt-trois enfants, je suis né le 10 mars 1966 à Bangui. Enfant, j'ai fréquenté l'école primaire du quartier Gbaya Dombia avant de continuer à l'école Préfectorale garçon de Bangassou, à l'est du pays, ou encore chez les prêtres au Petit séminaire catholique. Beaucoup seraient étonnés d'apprendre que j'ai reçu l'éducation chrétienne, moi qui pratique l'islam. Il faut croire que les voies du seigneur sont impénétrables. De mon passage à Bangassou, je garde l'insouciance de l'enfance, la joie de vivre, mais aussi la quête de l'excellence. Du petit séminaire, j'ai gardé la rigueur, le goût du travail et le sens de responsabilité. D'ailleurs, je n'ai pas pu me départir des anciennes habitudes du Petit Séminaire, telles que le réveil à l'aurore. Depuis mon enfance, j'ai appris puis pris l'habitude de me lever tôt le matin. Les premières heures de la matinée sont un peu le socle de ma journée, une sorte de tremplin qui me permet de m'installer, puis d'avancer dans le train de la vie quotidienne. Les deux heures qui suivent mon lever ont toujours été structurantes. Cette habitude est due d'un côté à mon éducation et de l'autre à la discipline. Ce sont là, à mes yeux, davantage des leviers de liberté d'action que des contraintes. Cela ne veut pas dire que je suis forcément installé dans une routine. Les

activités prioritaires que j'entreprends, une fois réveillé, ne sont pas toujours forcément les mêmes. Au Petit Séminaire de Bangassou, les pères qui nous encadraient avaient pour objectif déclaré de nous intéresser à la lecture en particulier et à la culture en général. Il fallait faire de nous des têtes bien faites. Nous avons donc été plongés dans la lecture des ouvrages classiques de la période de l'antiquité gréco-latine et judéo-chrétienne. La passion de la lecture m'est restée. Je lis beaucoup et de tout. Les livres politiques, les essais littéraires, les ouvrages économiques, tout y passe. Je viens de relire *L'envers et l'endroit* d'Albert Camus.

À l'époque de mon passage à Bangassou, notre pays avait fière allure et la question de l'ethnie ou encore celle de la religion qui a été instrumentalisée à des fins politiques ne traversaient l'esprit de personne. J'en suis la preuve vivante. Enfant issu d'une famille Hasoussa de Bangui, j'avais pu poursuivre mes études sans problème ni difficultés dans cette partie est de notre pays. Mes parents n'étaient pas originaires de cette région, mais il n'était venu à l'idée de personne de me rejeter ou de me considérer comme un intrus. C'est pour retrouver ce pays de tolérance et

d'hospitalité que je me suis engagé en politique. C'est pourquoi, depuis décembre 2012, où le pays traversait la plus terrible crise de son histoire politique, marquée par des affrontements inter-religieux, je n'ai pas changé mes habitudes. Je continue de fréquenter mes amis qui sont pour la majorité des chrétiens. Et ils peuvent se targuer de connaître mes péchés mignons. Mes coreligionnaires n'en diront pas autant. Au plus fort de cette crise, où Bangui, notre magnifique capitale s'était littéralement transformée en un camp retranché, livré à la loi des seigneurs de guerre sans foi ni loi qui faisaient très peu de cas de la vie humaine, j'ai accueilli à mon domicile de nombreuses familles qui n'avaient aucun lien de parenté avec moi. Ces personnes sont encore vivantes et pourraient en témoigner.

Après la classe de terminale à Bangassou, je devais revenir à Bangui pour des études supérieures, la seule université du pays étant dans la capitale. Je suis également revenu avec une petite économie. Pour coller à la réputation des musulmans de notre pays, tout en m'inscrivant à la faculté pour continuer mes études universitaires, je m'étais également lancé dans le petit commerce de proximité. J'avais un petit kiosque de fortune

devant le domicile familial où je vendais du sucre, de l'huile de table et des cigarettes. L'oiseau faisant son nid petit à petit, j'avais rassemblé suffisamment d'économie pour m'offrir à crédit, avec un petit coup de main de mon père ainsi que d'un beau-frère, un taxi. Deux autres taxis suivraient grâce à mon sens des affaires hérité de mon père. Mais je ne me suis pas seulement contenté des taxis. J'avais également acheté quelques camions et me suis lancé dans le transport. À ce jour, c'est en partie grâce à mes activités de transport que je gagne mon pain quotidien et que j'arrive à nourrir ma famille. Et c'est à partir du moment où j'ai acheté les camions que j'ai réussi à diversifier mes activités. J'achetais du café à Bangassou que je revendais au Soudan, mais je me faisais aussi parvenir du café à partir de la République démocratique du Congo contre la livraison d'hydrocarbure. D'ailleurs, ce commerce avec la République démocratique du Congo déclencherait un scandale créé de toutes pièces par ceux qui voulaient m'abattre. Nous y reviendrons.

Dieu ne laissant pas ses enfants, comme aurait dit ma mère, m'avait fait grâce en bénissant mes affaires qui ont prospéré et j'ai commencé à toucher mes premiers millions. C'est à partir de

cette période que j'ai fait la connaissance de la nièce du président André Kolingba avec qui nous avons eu quatre enfants. Je tiens à préciser que le peu d'argent que j'ai pu gagner dans ma vie ou le peu de matériel que je possède sont les fruits d'un dur labeur au soleil. Je n'ai jamais grugé personne. Cependant, le jeu favori de mes adversaires est de me présenter sous des traits d'une personne sans scrupule, malhonnête, vivant de rapines et de magouilles. On voit bien que dans tout ce que l'on raconte à mon sujet, il y a manifestement la volonté de nuire, de salir, bref, de me démolir. Cela ne fait pas de doute. Devant ces contre-vérités, je mets quiconque au défi de me montrer un seul individu à qui j'aurais dérobé un centime. Ça sera mission impossible. Autant chercher une aiguille dans une botte de foin. Mais ce n'est pas demain que mes adversaires cesseront de me calomnier. Je leur souhaite bon courage, parce que, comme dirait le philosophe Nietzsche, « tout ce qui ne me tue pas me rend fort ». Encore plus fort.

L’AFFAIRE ZONGO OIL OU LA MACHINATION

POLITIQUE POUR ÉCARTER UN CONCURRENT

Je m’empresse de raconter cette curieuse histoire avec la tranquille assurance de celui qui n’a rien à se reprocher. D’ailleurs, comment aurais-je pu résister à la tentation de le faire, tant elle a fait couler beaucoup d’encre et de salive ? En réalité, c’est une affaire qui aurait pu se comparer ou qui dépasse même de très loin les machinations staliniennes permettant d’effectuer des purges au sein de régime. D’autant que j’ai payé, au prix fort, malheureusement, les conséquences de cette cabale organisée à l’époque par un gouvernement défaillant, dirigé par un homme incompetent qui n’était intéressé que par l’odeur alléchante du bifteck républicain, craignant par-dessus tout d’être éjecté par le président Ange-Félix Patassé. Cet homme s’appelle Anicet Georges Dologuele. En effet, le gouvernement Dologuélé, qui était déjà sérieusement discrédité par la succession de scandales politico-financiers ayant mis à jour la nature corrompue du régime, avait trouvé là une

occasion en or pour se refaire une certaine virginité.

À cette époque, entre autres exemples, pour ne prendre que des cas emblématiques qui lui ont collé à la peau comme le sparadrap du capitaine Adock, l'opération financière mafieuse à la BEAC, la vente illicite du carburant octroyé gracieusement par le Colonel Kadhafi pour faire face à une pénurie qui frappait le pays, les nombreuses escroqueries au détriment du fisc, le sandale de la compagnie aérienne CENTRAFRICAN AIRLINES, les détournements monstres à l'ENERCA, la collusion avec des commerçants libanais pour gruger le fisc (affaire CCCG TRAD) et les trafics sur des voitures de fonction par des ministres (des membres du gouvernement qui mettent leurs voitures de fonction en location, ce qui était du jamais vu. Personne ne l'avait d'ailleurs fait dans aucun pays). L'affaire dénommée Zongo Oil avait également dévoilé un autre aspect du gouvernement Dologuélé, un aspect que les publiereportages achetés à l'époque dans les journaux étrangers n'avaient pas pu masquer : INCOMPÉTENCE et IRRESPONSABILITÉ. En voici une illustration parmi mille : en 1999, ce gouvernement avait invoqué l'étiage du fleuve Oubangui pour justifier la pénurie de carburant qui

touchait durement le pays. Comment peut-on sérieusement fournir comme principale raison l'étiage de l'Oubangui pour expliquer la pénurie de carburant ? Est-ce à dire que la saison sèche en République centrafricaine n'avait commencé à se manifester qu'en 1999 ? La vérité, c'est que tous les gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance en 1960 ont été confrontés à l'obstacle de l'étiage et ont su intelligemment le contourner. Ces précédents gouvernements ont toujours mis à profit la saison des pluies pour constituer le stock annuel de carburants dont le pays avait besoin. Dans le cas d'un pays enclavé comme le nôtre, il s'agit là d'une priorité vitale, qui doit requérir à tout instant l'attention d'un gouvernement véritablement responsable. Or, ce qui s'était passé en 1999 relevait de l'entière responsabilité du gouvernement de M. Dologuélé et illustre son incompétence caractérisée. Et pour cause !

La privatisation de la société de distribution des hydrocarbures, Pétroca, avait traîné en longueur. Lorsque sous la pression des bailleurs de fonds, Dologuélé a dû céder, c'est la procédure de liquidation qui a pris du retard. À juste titre, d'ailleurs, parce que les banques ont hésité à mettre

en place le crédit de campagne pour 1999, puisque les structures devant remplacer Pétroca n'étaient pas prêtes. Il a fallu modifier le statut de l'ENERCA, la société de distribution de l'électricité, pour lui confier la mission d'approvisionnement, d'où le démarrage tardif de la campagne. On voit bien l'incompétence de ces gens qui veulent aujourd'hui faire la leçon aux enfants de Dieu.

Cette affaire montée de toutes pièces est également la preuve, si besoin en est, que beaucoup éprouvent une certaine jouissance à mêler mon nom à certaines affaires qui ne me concernent pourtant ni d'Adam ni d'Ève. Par exemple, on m'a souvent présenté comme étant un proche du Général Français Bozizé alors que l'intéressé lui-même avait déclaré le contraire dans un entretien qu'il a accordé le 12 janvier 2004 à l'hebdomadaire *Jeune Afrique* en ces termes : « *Je n'ai jamais rencontré Sani Yalo, en revanche je connais bien son frère Danzoumi. Ce dernier m'a rejoint au maquis un mois avant la libération de Bangui. Il s'est ensuite nommé colonel, a commencé à rouler des mécaniques et s'est rapidement cru au ciel. Je l'ai mis en garde. J'ai fait ramasser chez lui une quinzaine d'armes que je détiens toujours. Mais il*

a récidivé. Avec son frère, ils ont infiltré les “patriotes”, tenté de manipuler certains éléments de ma sécurité, notamment des Tchadiens, et même organisé une manifestation hostile au niveau du kilomètre douze ; je ne pouvais pas ne pas sévir ».

Voilà qui avait le mérite de la clarté, mais qui n’a pourtant pas réussi à décourager les détracteurs et mes adversaires, déterminés qu’ils sont à me présenter comme un proche parmi les proches de ce dernier, ce qui est bien évidemment inexact. J’aurai l’occasion de revenir plus loin sur mes rapports trop souvent tumultueux avec l’ancien président de la République. À ce stade, intéressons-nous seulement à l’affaire baptisée « Zongo oil » du nom de cette localité de la République démocratique du Congo qui fait face à la ville de Bangui. De quoi s’agit-il ? Il s’agit en réalité des allégations de fraudes fiscal-douanières de 4 milliards de francs CFA que l’on a délibérément voulu me mettre sur le dos alors que je n’ai jamais travaillé pour l’État, simplement en raison de ma proximité avec l’ancien directeur général de Pétroca, le défunt Dogonendji B, qui était pressenti par le bureau politique du Mouvement de libération du peuple centrafricain, MLPC, jadis au pouvoir, pour être nommé Premier en remplacement de M. Dologuélé. Autrement dit, la fameuse affaire Zongo

Oil a été montée de toute pièce par la seule volonté de l'ancien Premier ministre du président Patassé qui voulait nuire à un concurrent sérieux, ignorant ainsi que la seule certitude que l'on a lorsqu'on travaille pour l'État, comme l'avait si bien dit le Général Charles de Gaulle, c'est d'en sortir. Malheureusement c'était sans compter sur la méchanceté de M. Dologuélé, qui a par ailleurs allégué quelques années plus tard dans une correspondance qu'il a adressée aux chefs d'État de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CÉMAC), alors réunis en sommet à Libreville, que j'aurais tenté de le tuer. Il a fait ainsi peu de cas des conséquences de sa machination qui avaient emporté mon ami Dogonendji B, mort à l'étranger dans des conditions que je ne souhaiterais à personne, pas même à mon pire ennemi, et dans le dénuement le plus complet, privant alors notre pays du savoir-faire de l'un de ses fils les plus compétents.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce scandale sorti droit de l'imagination de M. Dologuélé a eu des conséquences négatives sur ma vie. En dépit du non-lieu prononcé par la justice centrafricaine en ma faveur, j'ai été détenu arbitrairement pendant de nombreuses années. Il

faut savoir qu'à l'issue du coup d'État du Général Bozizé le 15 mars 2003, j'avais décidé de mettre un terme à mon exil au Cameroun pour rentrer dans mon pays. C'était sans compter sur les calomnies et la peur bleue que j'inspirais à ce général d'opérette qui voyait des complots partout. Le 23 décembre, j'ai été arrêté manu-militaire avec mon frère Danzoumi qui est pourtant un proche de Bozizé, et incarcéré au camp de Roux. Bozizé et les siens ont laissé entendre à l'opinion que mon arrestation serait effectuée toujours dans le cadre de l'affaire Zongo oil, mais en réalité ils m'accusaient de vouloir perpétrer un coup d'État en m'appuyant sur les « libérateurs », ces mercenaires tchadiens qui les avaient amenés au pouvoir et auprès desquels mon frère Danzoumi était populaire. En 2006, alors que j'avais déjà passé près de trois années derrière les barreaux et que le procès s'est ouvert, le verdict a été mis en délibéré pour le 3 août par le Tribunal de Grande Instance de Bangui. J'ai donc été extrait nuitamment de ma cellule pour être déporté à Bossangoa, dans l'Ouham, où j'ai été détenu dans une caserne militaire construite à Benzambé dans le village natal de Bozizé. Personne parmi mes proches n'en avait été préalablement informé, ce qui a provoqué de l'émoi au sein de l'opinion. D'autant que j'ai été molesté avant d'être jeté dans

un pick-up pour être déporté. La question que je me suis posé et que je me pose encore aujourd'hui sans trouver un début de réponse est celle de savoir si on avait besoin de déporter un citoyen centrafricain dans une affaire civile et de droit commun. La vérité, c'est que là encore, mes ennemis étaient à la manœuvre. Je n'ai dû mon salut qu'à la Providence. Car, sur les dix ans de règne de François Bozizé, j'en ai passé plus de la moitié en détention. Une détention arbitraire, sans motif ni raisons valables. C'était juste un délit de patronyme. J'ai fait l'objet de toute cette machination parce que je porte le nom qui est le mien et parce que mes adversaires avaient peur. De quoi avaient-ils peur ? Mystère.

UNE CABALE NOMMÉE COUP D'ÉTAT EN GUINÉE ÉQUATORIALE

Doit-on écrire sur la bêtise ? Ou alors, suivant les mots de l'ancien président français, François Mitterrand, il faut laisser les choses basses mourir de leur bassesse. Toujours est-il que mes adversaires qui sont coriaces et qui ne reculent devant aucune ignominie afin de nuire à leur victime ont cru trouver là une aubaine pour m'abattre, définitivement. Ce qu'ils ignorent, c'est qu'il y'a une justice immanente. Comme on le dit en Côte d'Ivoire, Dieu n'abandonne jamais ceux qui croient en Lui et qui Lui confient l'ensemble de leurs fardeaux.

Comme chacun le sait, un groupe de mercenaires étrangers a voulu, le 24 décembre 2017, attaquer la résidence du président Teodoro Obiang Nguema qui se trouvait dans son palais de Koete Mongomo (à une cinquantaine de kilomètres du carrefour des trois frontières entre le Gabon, la Guinée et le Cameroun). Une trentaine d'hommes armés ont été arrêtés à la frontière entre le Cameroun et la Guinée équatoriale par la police camerounaise. Les autorités équato-guinéennes ont

par la suite procédé à de nombreuses interpellations dans le pays. Parmi eux figuraient des Équato-Guinéens, des Tchadiens, des Camerounais et certains Centrafricains, dont mon frère cadet Hamed Yalo qui a été formé à l'école des officiers du Tchad. Le 22 mars 2019, un procès a été ouvert dans le pays pour faire la lumière sur ces faits graves.

La présence de mon frère cadet dans l'équipée de la honte a été une preuve suffisante pour mes ennemis de tout me mettre sur le dos, même si je ne me suis jamais retrouvé sur les lieux du forfait et que je ne connais pas les comploteurs. On a raconté que j'aurais bénéficié de fonds de la part des opposants équato-guinéens pour organiser ma dote ; que j'aurais également reçu des véhicules dont j'aurais fait don d'une partie au président Faustin Archange Touadera ; que j'aurais recruté des mercenaires à Bangui ; on a raconté tout et son contraire au sujet de cette affaire.

La vérité, c'est que j'ai appris l'existence des faits allégués pratiquement comme monsieur Tout-le-Monde. Et la présence de mon frère cadet parmi les mercenaires n'a rien changé. D'abord, parce que je ne suis pas de la même génération que mon

petit frère. C'est dire qu'il ne me partage pas mes centres d'intérêts, encore moins tous ses secrets ni même l'entièreté de ses projets. Ensuite, il me l'aurait dit que je l'aurais dissuadé. Mieux, j'aurais prévenu les autorités équato-guinéennes. Enfin, je n'ai aucun intérêt dans ce pays qui puisse m'encourager à vouloir déstabiliser ses institutions légitimes. Toutefois, j'ai toujours éprouvé de l'admiration ainsi que de l'affection pour le président Teodoro Obiang Nguema que je considère comme mon propre père. C'est l'un des rares hommes politiques africains qui peut revendiquer et se féliciter en toute légitimité d'un extraordinaire parcours politique. Il a œuvré pour que la Guinée Équatoriale soit en paix, rassemblée et réconciliée avec elle-même. Le président Obiang a consenti d'énormes sacrifices afin d'avoir un pays qui travaille et construit son avenir pour le progrès social, le bonheur du peuple et le salut de la nation. Il a compris très tôt tous les grands enjeux des années à venir qui ont pour noms : modernisation et industrialisation des États du Continent. Pour y parvenir, il a fait du travail une priorité, combiné harmonieusement avec la liberté, la responsabilité, le développement personnel des Équato-Guinéens et le civisme. C'est ainsi que ces concepts auxquels il faut ajouter la solidarité sont

devenus la propriété et des priorités dans son pays. Aussi, grâce à lui, l'État équato-guinéen a-t-il multiplié et consolidé les structures éducatives, formé les élites responsables et les travailleurs qualifiés dont le pays a le plus besoin. Outre le fait d'avoir rendu plus confortable le cadre de vie de ses compatriotes à travers le renforcement des infrastructures sanitaires, la refondation de la sécurité sociale, un meilleur transport dans les villes et villages, de l'eau et d'électricité, le gouvernement équato-guinéen a lancé de grands travaux structurants qui ont changé le visage du pays. Raison pour laquelle je lui ai toujours voué un respect total et une admiration sans borne.

Rien ne peut donc justifier la cabale lancée contre moi si ce n'est qu'une volonté de fragiliser le président Faustin Archange Touadera. L'occasion était trop belle pour la laisser passer. Il s'agissait de faire d'une pierre deux coups : brouiller les excellentes relations entre le président centrafricain et son grand frère de la Guinée Équatoriale et en même temps couper la tête de Sani Yalo qui empêche de tourner en rond, accentuant ainsi la fragilité de notre sous-région d'Afrique centrale qui est la sous-région la plus vulnérable du continent. En effet, celle-ci est confrontée à des menaces

multiples et parfois transnationales. Nul n'est besoin de rappeler que la situation globale dans cette partie du continent demeure tendue et instable en raison des problématiques liées à la sécurité et des difficultés dans le domaine des droits de l'homme. Les menaces sécuritaires actuelles telles que la criminalité trans-frontalière, le terrorisme, les violences post-électorales et les conflits non résolus, notamment dans notre pays, sont des sujets de préoccupation qui devaient nous interpeller tous au lieu de chercher encore à diviser. Il y a également des problématiques comme le manque d'unité et de vision commune dans la sous-région, la méfiance mutuelle entre les États membres, l'ingérence dans les affaires internes de voisins et les intérêts économiques et stratégiques particuliers qui minent les efforts visant au renforcement de la coopération sous-régionale qui devaient nous fournir de la matière à réfléchir. D'autant que la situation actuelle dans certains États de la sous-région pourrait être ainsi résumée :

- Au Cameroun, la situation sécuritaire est préoccupante dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest, confrontées à la menace sécessionniste. Elles ont été, encore récemment, le théâtre d'une nouvelle vague d'enlèvements et d'assassinats. Alors que les civils sont pris en tenaille entre les

sécessionnistes et les forces de Défense et de Sécurité nationales, le pays compte désormais, selon les rapports des organismes spécialisés, plus d'un demi-million de déplacés internes et plus de 30 000 réfugiés qui se trouvent au Nigéria. Dans le même temps, le pays accueille sur son territoire environ 278 000 réfugiés centrafricains et au moins 104 000 réfugiés du Nigéria. À cela, il faut ajouter une crise politique relative à l'arrestation et la détention du candidat malheureux à la dernière présidentielle, Maurice Kamto, qui conteste la réélection du président Paul Biya, provoquant ainsi des tensions dans le pays, mais aussi à l'extérieur comme récemment en Suisse, où un incident a opposé les éléments de la sécurité rapprochée du chef de l'État à un groupe d'opposants. D'ailleurs, ces opposants camerounais donnent l'impression d'être instrumentalisés par certaines officines étrangères, notamment à Paris, qui souhaiteraient obtenir la tête du président Paul Biya qui est visiblement affaibli. C'est ainsi que le 9 mai dernier, son premier ministre, Joseph Dion Ngute, a annoncé que Paul Biya était prêt à s'engager dans le dialogue sur toutes les questions, sauf celles touchant à la « séparation » et à la « sécession », afin de trouver une solution durable à la crise, ce qui constitue un tournant majeur.

- Chez nous, malgré la signature le 6 février 2019 à Bangui d'un accord de paix paraphé la veille à Khartoum et la nomination des cadres de la rébellion dans la haute administration comme le prévoyaient certaines dispositions dudit accord, les groupes armés continuent de massacrer les populations dans les régions sous leur contrôle. C'est ainsi que le 21 mai dernier, une trentaine de personnes ont été massacrées dans la région de Paoua par le groupe armé dénommé 3R. Il en est de même du groupe l'UPC, qui continue de commettre des massacres dans les régions du centre du pays. Les parties en conflit devraient être encouragées à mettre œuvre rapidement et de bonne foi cet Accord. Il faut également noter la présence dans le pays de certains éléments présentés comme étant des membres de la secte Boko Haram, ce qui changerait la nature du conflit qui est déjà complexe.

- Au Tchad, il est fort utile de rappeler que le pays est dans une situation financière assez difficile. Ses caisses sont manifestement vides, ce qui engendre des tensions sociales dues notamment au paiement non régulier de salaires des fonctionnaires ou encore la mise à disposition de crédits destinés à faire face aux problèmes sociaux.

Le Tchad est également confronté à deux types de menaces. La première menace est exogène. Elle est l'œuvre de la secte terroriste Boko Haram qui multiplie ses attaques dans certaines régions du pays qui échappent au contrôle du gouvernement central. La seconde menace est endogène et constitue la conséquence directe du manque de moyens de l'État tchadien qui éprouve des difficultés dans l'entretien de son armée. Résultat : on observe une recrudescence de la violence due à certaines rebellions nationales qui multiplient désormais les attaques contre les positions de l'armée. La dernière offensive en date a été notamment repoussée grâce à une intervention de l'aviation française.

- Le Gabon est confronté à une crise politique importante, conséquence de la situation sanitaire du président Ali Bongo. Certains observateurs affirment que tout pourrait arriver et à n'importe quel moment dans ce pays. Tout semble indiquer qu'il y a un sentiment de rejet et de détestation du régime actuel au sein de la population. C'est donc une situation qui impose aux acteurs locaux le dialogue et la concertation afin de parvenir à des compromis politiques qui puissent satisfaire tout le monde dans le but de

préserver la cohésion nationale et de garantir la paix sociale. Il est urgent d'éviter que le Gabon sombre dans la violence meurtrière et que ne naisse dans le pays une rébellion identitaire. Il faut également prévenir le durcissement du régime dans l'optique de garantir l'intégrité physique des acteurs politiques de l'opposition et de ne rien tenter qui puisse obstruer leur avenir politique.

- La République démocratique du Congo est dans un entre-deux inquiétant. L'élection contestée du président Félix Tshisekedi et son alliance avec son prédécesseur exacerbent la méfiance d'une bonne partie de la population, tandis qu'à l'est du pays, en plus de l'épidémie de Ebola qui fait des ravages, il y a des affrontements inter-ethniques qui ont déjà provoqué la mort de milliers de personnes. Une situation qui devrait être suivie de près par les instances de la CEEAC.

Voilà des problématiques qui me préoccupent et ne me laissent que très peu de temps pour la distraction ou pour chercher à nuire à mes semblables. En tant que croyant qui entretient aussi une vision pragmatique de la situation, j'en suis venu à la conclusion qu'il faut tout laisser entre les mains de Dieu. Seul Lui pourra me rendre justice.

Il faut toujours prendre du recul par rapport aux jugements passionnels : dans cette affaire où je suis injustement accusé, le temps fera son œuvre et la vérité éclatera au grand jour.

CHRONIQUE D'UN ÉCHEC ANNONCÉ

Selon une croyance assez répandue, notamment au sein de la communauté internationale, les causes de l'instabilité chronique de notre pays seraient en grande partie exogènes. Même si cette analyse peut être justifiée dans une certaine mesure, les raisons fondamentales de notre échec résident en nous. C'est, en tout cas, ce que je crois. Depuis plusieurs années, notre pays est plongé dans un cycle infernal de crises politiques, sécuritaires et humanitaires. Cette grave crise trouve son origine essentiellement dans le refus obstiné des dirigeants, ceux d'avant l'élection du président Faustin Archange Touadera, d'accepter et de respecter les principes démocratiques d'accession au pouvoir et de sa gestion. Avant le 30 mars 2016, date de l'investiture de président Touadera que je soutiens, les facteurs qui ont généré et alimenté les crises qu'ont connues le pays, sans être exhaustifs, sont : le non-respect des droits humains ayant pour corollaire l'impunité, la mal-gouvernance et le dysfonctionnement des services publics, la non-application des différents accords de paix signés entre les pouvoirs publics et les groupes armés, le déficit de dialogue politique, le tribalisme, la

faiblesse de l'opposition démocratique, les entraves aux libertés fondamentales, l'insécurité des personnes et des biens, l'absence d'une armée vraiment républicaine, la fragilité du tissu économique, et la mainmise des forces extérieures sur la politique et l'économie nationales. Notre pays et sa population étaient pris en otage par des dirigeants qui ne défendaient pas les intérêts de la collectivité, mais leurs intérêts particuliers et égoïstes. Sans vision adaptée aux réalités objectives du pays, ni projet économique et social de dimension nationale, beaucoup de politiciens, cadres administratifs et militaires du pays recherchent le pouvoir par tous les moyens, y compris par la violence, d'où la survenue récurrente de putschs, de mutineries et de rébellions armées. Une fois installés au pouvoir de l'État, ils se livrent à la prédation au détriment de l'intérêt général, et de la population dont le sort n'a fait que s'empirer d'année en année sans espoir de trouver une solution durable à terme s'il n'y a pas une rupture avec cette pratique.

J'ai réservé ce chapitre et les suivants pour m'adonner à une brève radioscopie de la situation de notre pays de l'indépendance à ce jour. Cependant, comme je l'ai indiqué plus haut, j'ai vu

le jour trois mois après le coup d'État de l'empereur Jean Bedel Bokassa. Quand il fut renversé, je n'étais encore qu'un adolescent. J'aurais donc un problème de crédibilité si je me lançais dans une analyse de son règne, surtout que le pari de ce livre est d'évoquer les faits que j'ai vécus ou dont j'ai été témoin. En outre, je n'aurais pas l'objectivité ni le recul nécessaire pour parler du régime du Général André Kolingba. D'abord, parce que je peux légitimement me considérer comme un membre de sa famille du fait de mes liens avec sa nièce avec qui j'ai eu quatre adorables enfants. Ensuite, à l'époque du Général André Kolingba, je n'avais pas encore acquis la maturité nécessaire pour comprendre les enjeux relevant de la gestion de la chose publique. J'étais trop brouillant pour avoir un regard critique. En revanche, j'ai la légitimité d'évoquer le passage d'Ange-Felix Patassé, François Bozizé, Michel Djotodia, Catherine Samba-Panza ou encore du président Faustin Archange Touadera à la tête du pays. Non seulement je connais ces hommes et ces femmes, mais j'ai également fréquenté certains parmi eux. Sans compter le fait que j'ai été un acteur majeur de la scène politique centrafricaine de ces vingt dernières années. Toujours est-il que je peux brièvement donner mon avis sur la manière dont

notre pays a été dirigé depuis l'indépendance à ce jour. Les crispations et les dérives autoritaires des pouvoirs successifs expliquent le caractère mouvementé de notre histoire politique, et également son excentricité : nous sommes passés d'un Boganda flamboyant sur le plan conceptuel et politique, à un Dacko, jeune président qui a eu toutes les peines du monde à asseoir son autorité. Ensuite, nous avons eu le colonel Bokassa, qui est passé successivement de président à président à vie, puis de président à vie à Empereur, transformant tout bonnement une république en un Empire. Nous avons par la suite retrouvé le Président Dacko, revenu au pouvoir à la faveur d'une opération militaire française, l'opération Barracuda. Il nous a délivré de Bokassa, et a ouvert le pays au multipartisme après les années de plomb de la dictature bokasséenne. Ironie du sort, il a été affaibli par ses concurrents politiques et a remis le pouvoir au général Kolingba qui l'a exercé douze années durant. Puis Kolingba a perdu en 1993 les premières élections libres au profit de Patassé, qui perdrait à son tour le pouvoir le 15 mars 2003 à la suite de la rébellion et au coup d'État de Bozizé, qui s'était comporté exactement comme ses prédécesseurs : gouverner de manière autoritaire et autocratique, pratiquer un ethnicisme et un

clientélisme d'un autre âge pour tenter de consolider un pouvoir personnel qui n'a aucune vision de l'avenir du pays. Le tribalisme, le népotisme et le clientélisme étaient pour François Bozizé le substrat « idéologique » de son pouvoir. Ce faisant, il a contribué à déstructurer le peu de conscience citoyenne au lieu de construire un État de droit servant l'intérêt général.

Nous sommes pourtant un pays béni de Dieu. Il me paraît important de rappeler que notre pays est enclavé. Par conséquent, nous ne disposons pas de débouchés sur la mer, ce qui, du point de vue des communications et des échanges avec le reste du monde, nous handicape bien sûr. La RCA est en effet située en plein cœur de l'Afrique centrale, à équidistance de l'océan Atlantique à l'ouest et de l'océan Indien à l'est, et à mi-chemin du Cap au sud et du Caire au nord. D'une superficie de 623 000 km², la République centrafricaine, qui est plus étendue que la France et la Belgique réunies, partage ses frontières avec cinq pays, notamment au nord avec le Tchad sur 1197 km, à l'est avec le Soudan sur 1165 km, dans son flanc sud le Congo Brazzaville sur 467 km et la République démocratique du Congo sur 1090 km, et enfin à l'ouest avec le Cameroun sur plus de 600 km. Le

port de Douala constitue l'accès le plus proche à la mer. Cette multiplicité de frontières communes avec autant de pays a un impact direct sur la situation sécuritaire de notre pays. En d'autres termes, des troubles internes dans tel ou tel pays voisin peuvent avoir des prolongements ou favoriser des troubles en RCA. De ce point de vue, cette proximité géographique peut avoir des effets dévastateurs sur notre propre stabilité.

D'un point de vue démographique, la République centrafricaine est un pays sous-peuplé, car, avec environ 5 millions d'habitants, elle n'a qu'une densité de 6,8 habitants au km², mais très inégalement répartis. Les régions du Nord-Est et du Sud-Ouest sont faiblement peuplées, tandis que celles du centre, du Centre-sud, et de tout l'Ouest du pays sont plus densément peuplées. L'urbanisation y est très rapide, ce qui pose le problème de la densité des populations en zones urbaines, tandis que les campagnes se dépeuplent avec toutes les conséquences en matière sécurité alimentaire, puisqu'il y a de moins en moins de bras dans les zones rurales. Ce phénomène s'accroît de jour en jour dans les zones secouées par l'insécurité, où des populations entières désertent leurs foyers d'origine pour des endroits

plus sûrs. La RCA constitue le bassin hydrographique, le « château d'eau », du Congo au sud et du Tchad au nord. Elle bénéficie d'une richesse estimable, constituée d'immenses terres arables abondamment arrosées, grâce à ce réseau hydrographique exceptionnel et à une pluviométrie plus que généreuse dans tout le pays. Ces terres sont susceptibles de favoriser aussi bien une agriculture vivrière que des cultures de rente très diverses. La faune et la flore du pays sont plus riches que celles des pays de l'Afrique orientale comme le Kenya ou la Tanzanie, avec les vastes réserves et parcs animaliers du Nord-est et du Sud-est du pays. De même, avec les parcs animaliers du Sud-est, nous bénéficions d'un important réservoir de gorilles et de mammifères de forêts (buffles, lions, éléphants, cobs de Buffon, etc.). Ces richesses sont aujourd'hui menacées par le braconnage, et par diverses pressions anthropomorphiques. Leur gestion optimale aurait permis la mobilisation de recettes conséquentes au profit du pays et des populations locales. En dehors de ces richesses et atouts naturels, la RCA est aussi un pays producteur de diamants et d'or. Le pays dispose également d'uranium et d'autres ressources minières inexploitées tels que le calcaire, le fer et le pétrole.

Sur le plan historique, la République centrafricaine, ancienne colonie française connue sous le nom de « Territoire de l'Oubangui Chari », fut d'abord une terre de refuge pour les différentes populations qui fuyaient soit les rezzous esclavagistes arabes dans l'Est et le Nord-Est, soit ceux d'Ousmane Dan Foddio dans le Nord-Ouest, pour venir occuper l'espace libéré par les premiers habitants du pays que furent les pygmées. Elle a connu une colonisation dure, avec des travaux forcés et des déportations de population pour servir de main-d'œuvre gratuite dans les plantations d'hévéas du sud du pays, et vers le Congo Brazzaville, pour construire le chemin de fer Congo-Océan, comme l'a raconté André Gide dans son célèbre livre *Voyage au Congo*. La particularité de cette colonie est que sa gestion a été confiée par l'administration coloniale à des compagnies commerciales dites «*concessionnaires*», faute de crédits gouvernementaux suffisants pour l'équiper comme les autres colonies. Cette situation tenait au fait que ce pays avait été découvert presque « par hasard » par une mission militaire française qui remontait le fleuve Oubangui pour faire la jonction avec leurs collègues militaires sur l'axe Fort-Lamy-Fachoda. Elle formera d'ailleurs très longtemps un territoire colonial unique avec le Tchad sous

l'appellation de « Territoire français de l'Oubangui et du Tchad », avant d'être séparée en deux entités distinctes.

C'est Barthélemy Boganda, le père de l'indépendance, qui donnera à notre pays le nom de République Centrafricaine qui, dans sa démarche politique, devait regrouper les anciennes colonies françaises de l'Afrique Équatoriale Française et du Cameroun (Congo Brazzaville, Gabon, Oubangui-Chari, Tchad et Cameroun), première étape de la constitution des États-Unis d'Afrique Latine avec les colonies portugaise et belge (Congo Léopoldville, Rwanda, Burundi et Angola). Devant le refus des autres pays à abandonner leur jeune souveraineté dans le cadre d'un grand État unitaire, Barthélemy Boganda s'est résigné à limiter la République centrafricaine à notre seul pays, l'Oubangui-Chari, qu'il proclamera le 1^{er} décembre 1958. Il est décédé le 29 mars 1959 dans un accident d'avion, moins d'une année avant l'indépendance formelle du pays proclamée le 13 août 1960.

UN DÉMAGOGUE HORS CATÉGORIES

J'ai connu feu le président Ange-Felix Patassé seulement en 1999, alors qu'il était encore aux affaires. Nos rapports se sont vite densifiés. Nous avons appris à nous connaître et à nous apprécier avant de nous séparer. Définitivement.

Pour tout dire, le président Patassé est un démagogue hors catégorie. Pourtant, en accédant à la magistrature suprême de l'État en 1993 à la faveur des élections démocratiques, il avait suscité d'immenses espoirs de changement dans le sens du progrès pour le pays. Ingénieur agronome, son passage comme ministre de l'agriculture dans le gouvernement Bokassa avait permis au pays d'atteindre des niveaux records de production agricole jamais connus à ce jour, notamment dans la production cotonnière par exemple. Devenu président de la République, on devait logiquement s'attendre à ce que le secteur agricole fasse d'autres exploits. Il n'en serait rien, hélas. Très rapidement, tous les espoirs soulevés par son élection ont été anéantis. Les Centrafricains iraient de cauchemars en cauchemars. Même si à chaque fois lui et ses partisans brandissaient pour se dédouaner à

moindre frais les nombreuses mutineries et les rébellions qui avaient, il est vrai, gravement nui à sa gestion et mis le pays par terre. Mais la question que l'on pourrait légitimement se poser est celle de savoir ce qu'il a réellement fait pour le développement de son pays durant ses deux mandats. On ne peut répondre que par la négative.

Cependant, même avec un tel bilan, Patassé, de son vivant, a toujours rêvé revenir au pouvoir. D'ailleurs, il n'a jamais fait acte de contrition sans lequel il n'y point de rédemption. Il n'est jamais parvenu à donner à manger à leur faim aux Centrafricains. Pour un ingénieur agronome, c'est un comble, un échec sur toute la ligne. Mais aussi paradoxal que cela puisse être, plus il échouait, plus il faisait encore rêver ses partisans et le pauvre bas peuple. En cela, il est un démagogue hors pair qui manie à la perfection l'art d'abuser de la naïveté des simples gens. Ses deux mandats ont été émaillés de ténébreuses et sulfureuses affaires de corruption et aussi de trafics de tous genres avec une grande implication de son beau-frère René Kofi Bondombossou dans les filières du diamant et autour de la commercialisation de produits pétroliers, notamment du don libyen de carburant offert par le colonel libyen lorsque le pays a connu

une grave et brutale pénurie de produits pétroliers vers la fin de son second mandat. Ces sombres affaires ont en effet mis en jeu de solides et mafieuses ramifications, tant à Bangui qu'à l'étranger, autour de personnages souvent très proches de lui qui en ont bien profité. Son cabinet était truffé d'une pléthore de conseillers dont la plupart étaient corrompus jusqu'à la moelle. C'était de notoriété publique que certains d'entre eux émargeaient littéralement chaque semaine et recevaient très régulièrement des enveloppes chez les commerçants libanais de la place. Tout président de la République qu'il fût, Ange-Felix Patassé avait créé de nombreuses sociétés dont il était lui-même propriétaire et actionnaire. Un mélange de genres que la constitution centrafricaine qu'il avait lui-même promulguée interdit, mais dont il n'avait rien à foutre. C'est ainsi qu'avaient éclos comme des champignons après la pluie, les fameuses sociétés comme Colombe-Mines pour le diamant, Colombe-Forêt pour le bois, en joint-venture avec des Chinois de Hong-Kong, Trans-Oil pour la commercialisation du carburant dont la gestion était confiée à certains de ses obscurs amis expatriés et ses propres enfants. Il était aussi un homme bourré de contradictions. Il avait signé un accord de défense

avec le défunt Laurent Désiré Kabila en même temps qu'il se rapprochait de l'un de ses ennemis intimes, Jean-Pierre Bemba, dont il a appelé les troupes à la rescousse après la tentative de coup d'État du 28 mai 2001. On connaît la suite. Les troupes du Mouvement de libération du Congo ont commis des crimes abominables sur la paisible population centrafricaine. Quand ce dernier a été arrêté et détenu à la Cour pénale internationale (CPI), Patassé a dit qu'il était prêt à s'y rendre pour se défendre en même temps qu'il n'appréciait pas qu'on lui pose la question. Il prétendait que devant la CPI, c'est lui qui devait être l'accusateur. Une vraie absurdité. N'en déplaise à ses partisans, il est clair que l'ancien président fait montre d'une incapacité réelle, voire même d'une incompétence notoire à diriger un pays. Il a toujours trouvé des prétextes pour se brouiller avec tout le monde, y compris avec des partenaires stratégiques comme la France jusqu'à ce que Bozizé ait pu en tirer profit pour le renverser le 15 mars 2003.

LES RAISONS D'UNE DESCENTE AUX ENFERS

Du fait d'une gestion unanimement décriée comme étant corrompue, prédatrice et familiale, autant qu'archaïque et anarchique, François Bozizé a créé les conditions de notre descente aux enfers actuelle. Du temps où il était à la tête du pays, et par sa faute, l'économie était exsangue. Certes, depuis plusieurs années déjà, la situation n'était pas bonne, pour diverses raisons. Cependant, après la prise de pouvoir par le président François Bozizé le 15 mars 2003, à l'issue d'une rébellion longue et dévastatrice, et surtout après son élection en juin 2005, la communauté internationale avait massivement investi en Centrafrique sous formes d'importantes aides multiformes, dans l'espoir sans doute que la situation allait significativement s'améliorer. L'admission de notre pays à cette Initiative PPTE, et l'annulation de la quasi-totalité de notre dette publique par le Club de Paris constituaient la suite de cette longue série de soutiens de toutes natures à notre pays.

Force était de constater que malgré ces appuis massifs, la situation ne s'améliorait pas sur le plan

économique et l'actualité venait souvent nous le rappeler. En effet, la revue *Doingbusiness* de la Banque Mondiale, qui effectue annuellement le classement de tous les pays du monde selon le climat des affaires qui prévaut dans chacun d'eux, avait épinglé notre pays à la dernière place en 2010 (183^{ème} sur 183) comme elle l'avait déjà fait en 2009. Tout y passait : corruption massive et systématique, le harcèlement fiscal des rares entreprises du secteur formel, les mesures arbitraires et l'instabilité juridique, les rackets en tout genre, les fournitures plus qu'aléatoires d'électricité et d'eau depuis plusieurs années, l'absence de dialogue public-privé, etc. Le tableau de l'environnement des affaires dans notre pays était complètement dantesque et sombre, privant le pays d'apports de capitaux privés pour créer une croissance plus que nécessaire pour combattre la misère et le chômage endémiques.

À cette époque, les groupements patronaux, d'ordinaire discrets, n'avaient pu s'empêcher de menacer dans un communiqué public en juin 2008, de fermer tout simplement leurs exploitations si leur calvaire continuait sans réponses appropriées des pouvoirs publics. À l'heure où dans tous les pays du monde, la compétition était vive pour

promouvoir le secteur privé, considéré partout comme le moteur de la croissance et de la création des richesses et des emplois, la non-amélioration de notre classement indiquait sans équivoque que notre pays n'était et ne serait pas dans un proche avenir une destination recherchée pour les investissements directs étrangers (I.D.E). Une situation qui s'est améliorée depuis l'accession du président Touadera au pouvoir.

L'ensemble de l'économie centrafricaine était sinistrée et la sortie du tunnel ne nous était pas indiquée de manière convaincante par ce régime. En effet, la RCA est un pays agricole par excellence. La mise en œuvre optimale de ses potentialités agro-pastorales permettrait de nourrir plus de dix fois sa population actuelle. Mais que constatons-nous à l'époque ? Notre pays voyait son agriculture fondre comme du beurre de karité au soleil, du fait d'une absence totale de vision et de volonté politique pour faire du secteur agricole le moteur de notre développement. Environ 67% de notre population est rurale, et il est illusoire de parler de lutte contre la pauvreté sans politique agricole permettant cette masse rurale de disposer de revenus. Les contre-performances, sinon l'effondrement de l'agriculture de rente, ont

entraîné une démonétisation progressive du monde rural, et son appauvrissement sans précédent.

À titre d'exemple, l'économie du coton s'est totalement effondrée. Introduite en 1921 par Jean Cantournet, un agronome français, le coton a façonné jadis la vie économique et sociale de près de la moitié de notre population. Les « marchés de coton » étaient l'occasion de distribution de revenus aux paysans, irriguant un tant soit peu l'économie de ces zones, sans compter les secteurs connexes comme le transport local et inter-pays. Ayant atteint approximativement soixante mille tonnes dans les années 1970, la production de coton graine est tombée à 2500 tonnes environ durant le règne de François Bozizé, sans qu'une autre activité culturelle commercialisable ne s'y substitue. Cette situation est due en très grande partie à la rébellion menée par François Bozizé lui-même qui avait provoqué la destruction des usines d'égrenage et désorganisé entièrement la filière. La reconstruction de la filière coton était devenue un impératif politique, économique et social. Le régime actuel s'y attèle et obtient des résultats probants.

Le constat était le même pour le café. Les régions caféières de la Ouaka, de la Basse-Kotto, du Mbomou, de l'Ombella-M'poko, de la Lobaye, de la Sangha-Mbaéré et de la Nana-Mambéré, naguère économiquement actives, étaient progressivement revenues à une situation de pauvreté absolue. Les plantations industrielles qui jalonnaient ces régions, de même que les plantations familiales, étaient retournées à la broussaille. Lors de mes rares déplacements dans ces régions, j'avais pu constater de visu le délabrement très avancé du tissu économique et agricole. J'avais même été interpellé par des paysans qui clamaient haut et fort leur indignation devant l'abandon de la culture du café, et le démantèlement de toutes les structures d'encadrement et de commercialisation du café par les pouvoirs publics. Ils décriaient tous la perte consécutive de leur pouvoir d'achat, qui leur avait jadis permis de s'équiper et de vivre assez décemment. Cette forte paupérisation était à la base des cas insoutenables de malnutrition des enfants dans ces zones hier encore terres de richesses de toutes sortes et zones économiques privilégiées. Les appels aux secours d'urgences qui étaient lancés à la communauté internationale pour faire face aux conséquences de cette situation illustraient

l'absence de vision adéquate pour notre devenir commun. La culture de tabac, alors très prometteuse dans l'ouest du pays, avait quasiment disparu. L'usine de tabac de Gamboula avait déménagé de l'autre côté de la frontière, au Cameroun, laissant à leur triste sort des milliers de tabaculteurs qui étaient privés de ressources. L'élevage, qui avait connu un très grand essor dans les années soixante-dix et quatre-vingt, était devenu l'ombre de lui-même du fait de la mauvaise gestion de la filière et de l'insécurité. Les éleveurs peuls, pris en étau par les coupeurs de route qui enlevaient leurs enfants contre des fortes rançons, les harcèlements de l'administration policière, les attaques des rebelles et les exactions diverses, s'étaient exilés.

Dans le domaine des mines, les permis d'exploitation étaient attribués dans des conditions généralement opaques entre les membres d'une même famille, et entre « amis ». Malgré les dispositions du code minier, les intervenants du secteur, petits et grands, étaient livrés aux caprices des décideurs pour obtenir d'abord un permis d'exploration, puis surtout un permis d'exploitation. Ils étaient astreints à un véritable chemin de croix, ponctué de soubresauts aussi bien

onéreux que décourageants. Le calvaire de la filière diamantifère de ces années-là dans le pays était illustratif des comportements cyclothymiques de François Bozizé et sa famille proche. Dans le secteur des forêts, la vigilance de la communauté internationale avait parfois permis de limiter les dégâts, mais nul ne pouvait mesurer avec exactitude ce que la RCA perdait en matière fiscale de cette situation globale d'opacité.

Sur le plan social, je l'ai souvent dit, la formation du capital humain était aléatoire : notre pays avait le plus fort taux de prévalence au VIH/Sida en Afrique centrale. De l'aveu même de spécialistes, le système de santé était complètement sinistré. À titre d'exemple, Bangui, la capitale du pays, n'avait qu'un seul hôpital fonctionnel, l'Hôpital Communautaire. Pour ce qui est du système éducatif, les nombreuses années blanches consécutives aux années de troubles politico-militaires l'avaient complètement laminé. En résumé, pour se faire une idée exacte de la situation économique et sociale de notre pays à cette époque, il faut rappeler deux choses : d'abord que l'espérance de vie dans notre pays reculait en moyenne de six mois par an et se situait à environ 41 ans ; ensuite que notre pays se classait au 171ème rang sur 177 pour l'Indice de Développement Humain du PNUD en 2006. Pis, ce tableau ne faisait que se

dégrader sur tous les plans (santé, éducation, agriculture, élevage, infrastructures et équipements collectifs, etc.). L'atteinte au 1er juillet 2009 du point d'achèvement de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, ainsi que la remise de la dette publique dans le cadre du Club de Paris, n'avaient pas changé grand-chose à la situation. Pour tout dire, tous les observateurs objectifs de la situation de ce pays étaient frappés par ce qu'il fallait bien appeler le « *paradoxe centrafricain* » : un pays richement doté par la nature, mais avec une population absolument pauvre du fait d'une mauvaise gouvernance caractérisée et persistante.

Cette situation ne pouvait logiquement que nous conduire à la catastrophe. Raison pour laquelle lorsque j'entends ces derniers temps les partisans de François Bozizé proclamer que celui-ci sera leur candidat à la prochaine présidentielle, je me dis que nous marchons sur la tête. Que va-t-il encore faire qu'il n'ait pas pu faire en 10 ans de règne sans partage sur le pays ? Dix années pendant lesquelles il n'écoutait personne et ne faisait confiance qu'à lui-même. Dix années pendant lesquelles il maltraitait ses collaborateurs. Dix ans en effet qui ont engendré l'effrayante Séléka.

UNE PARENTHÈSE DOULOUREUSE APPELÉE SÉLÉKA

Je dois dire d'emblée que le réflexe identitaire et les nombreuses brimades subies pendant tout le régime de François Bozizé auraient pu me jeter dans les bras de cette rébellion. Mais mon amour profond pour ma patrie — et c'est d'ailleurs cet amour pour cette terre où mon père et mes aïeux reposent qui explique mon engagement politique — m'avait interdit de suivre Michel Djotodia et sa horde de mercenaires hors la loi qui avaient le don de se faire détester. Cette improbable coalition de groupes armés nommée Séléka, dont les unités avancées étaient entrées dans Bangui le 24 mars 2013, renversant ainsi le pouvoir de François Bozizé, n'en finissait pas d'étaler au grand jour ses incohérences notoires, ses divisions et ses divergences mortelles.

Après s'être révélée depuis son avènement début décembre 2012 en dépit de ses prétentions, davantage comme une force d'occupation que de libération, pillant et détruisant à tout-va, la rébellion avait achevé de nous convaincre de son caractère nuisible et destructeur. Or, la vraie justice

nous impose plutôt de protéger les faibles des seigneurs de guerre, mais aussi de nous indigner devant les mœurs les plus sauvages de certains. C'est la principale raison de mon opposition à ces gens. Après les exactions commises contre la population, notamment à Bambari et à Mobaye, après les attaques et la destruction des édifices religieux qui étaient essentiellement des églises catholiques, la Séléka faisait supporter son effort de guerre aux voyageurs qui, pour le coup, ne lui avaient rien demandé du tout. C'est ce qui m'était insupportable et qui me faisait sortir de ma réserve pour crier haut et fort mon indignation contre ces méthodes. Qu'avaient donc fait ces pauvres Centrafricains pour mériter un tel traitement? Qu'avaient-ils osé contre la Séléka? S'étaient-ils concertés pour demander à cette rébellion de lancer ses attaques contre le pouvoir de François Bozizé? Auraient-ils eu quelque chose à voir dans les divergences apparues au sein du mouvement rebelle? Rien de tout cela: ces gens de peu ne devaient pas continuer à faire les frais d'une rébellion qui ne se souciait que très peu de leurs nombreuses souffrances et désolations.

Y voir clair, comprendre où l'on entendait nous mener, voilà ce que je m'étais fixé comme urgence.

Car, en s'attaquant à la population civile réputée chrétienne, en détruisant des édifices religieux à l'exception des mosquées, la Séléka avait accrédité à son corps défendant les thèses qui circulaient sur son compte et qui laissaient clairement entendre que cette coalition était composée pour l'essentiel de marchands de la mort qui ne rêvaient que de s'emparer du pouvoir de l'État afin de faire d'innombrables victimes passées par pertes et profits. Si ces dirigeants ne s'étaient pas mis en tête, à défaut d'instaurer une théocratie en République centrafricaine, de jouer des rôles de premier plan au sein de l'appareil administratif ! S'en prendre à ces innocentes victimes, c'était prendre le risque de faire l'unanimité contre soi et de se sentir choir dans le vide, faute de soutien populaire. Surtout dans un pays comme la Centrafrique où la guerre avait transformé l'ersatz d'État en un vaste territoire livré à toutes les formes de violences, d'insécurité et de prédation. Et cela s'est prouvé après leur prise du pouvoir. Autrement dit, au-delà de leurs multiples et insaisissables revendications, leur objectif inavoué était l'édification d'une République dans laquelle la charia devait être appliquée. On me voit vivre dans un tel pays ?

Tout cela n'avait été possible qu'en raison de la démission et de l'irresponsabilité d'une élite centrafricaine davantage préoccupée par ses intérêts à court terme que par l'avenir du pays. D'autant que les nombreux groupes rebelles qui essaimaient sur le territoire national prospéraient justement sur l'anémie de la conscience d'une classe politique quasiment démissionnaire. À preuve, dès le début de la rébellion, les partis politiques centrafricains avaient choisi leur camp, celui de la violence et de l'inégalité. Ils s'étaient rendus complice de ces criminels. Puisqu'ils étaient aussi souples avec les rebelles que tatillons à l'égard du pouvoir de François Bozizé, pourquoi ne les avaient-on pas entendus dénoncer les exactions de la Séléka ? C'est parce qu'ils étaient complices des rebelles.

Il ne restait plus qu'une seule option, celle de faire la guerre à ses hors-la-loi. Nous étions plus nombreux et de toutes les couches de la société d'ailleurs enclins à penser que la solution pour débarrasser notre pays de ces gens était d'utiliser leurs propres méthodes, donc de leur mener une guerre sans merci. Cette solution était d'autant plus envisageable que, plus de dix mois après leur entrée de Bangui, ces mercenaires non seulement

se comportaient comme en territoire conquis, mais continuaient de violer, piller et massacrer nos compatriotes. La violence était incontestablement un rempart : elle avait contribué à chasser Michel Djotodia du pouvoir et à nous permettre de reprendre la main sur notre destin.

J'aurais eu tant de choses à dire sur le règne de Madame Samba-Panza, mais par décence et aussi par respect pour ma mère, de pieuse mémoire, j'ai choisi de m'abstenir. Parce que son arrogance et sa déchéance morale étaient telles qu'elle avait fini par agacer et par décourager même ses partisans les plus farouches, mais également ceux qui l'avaient placée à la tête du pays. L'exemple le plus emblématique de son régime transitoire fut le scandale de « l'Angolagate », ce détournement outrancier des deniers publics au profit d'un clan. Ce bref rappel du passage de Madame Samba-Panza à la tête du pays me permet de venir et d'aborder le pourquoi de mon soutien au président Faustin Archange Touadera et pourquoi il doit continuer son œuvre à la tête du pays.

FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA, UNE CHANCE POUR LA RCA

Dès le lendemain de son investiture à la tête de l'État centrafricain, le moins que l'on puisse affirmer, c'est que le président Faustin-Archange Touadera s'est résolument mis au travail. L'urgence de notre situation, où tout était à faire ou à refaire, et ce, avec très peu de moyens, commandait un engagement courageux, un engagement de tous les instants. De l'avis de tous, même de ses détracteurs les plus farouches, tel un Hercule des temps nouveaux, l'homme du 30 mars 2016 a commencé à admirablement conduire les affaires de l'État. Il a fait de la recherche de l'unité nationale, la recherche de l'inclusion et l'abandon de la politique d'exclusion qui était en cours dans le pays, la pierre philosophale de son action publique, car il avait compris que c'était cela l'essentiel. C'est d'ailleurs tout le sens de sa politique de l'union sacrée proposée à l'ensemble de la classe politique du pays, y compris à ses opposants, parce qu'il a cru qu'un peuple n'est fort que rassemblé et uni.

La direction dans laquelle le président de la République a décidé de conduire le pays incitait donc

à la satisfaction. Mieux, elle réveillait chez nos compatriotes, qui auraient préféré enfouir le plus profondément possible dans un coin inaccessible de leur mémoire les souvenirs douloureux de notre passé récent, les magnifiques espoirs d'un avenir meilleur. Cette direction, disais-je, rappelait aussi, fort heureusement, que dans le contexte de notre pays à l'époque, où la majorité de nos compatriotes tentaient de sortir la tête de l'eau, l'élection du président Touadera à la magistrature suprême de l'État ne pouvait mieux tomber. Avec cette élection, l'avenir qui paraissait malheureusement fort sombre commençait à s'éclaircir. Les avis de tempêtes qui se multipliaient pour cause des multiples errements des précédents dirigeants devenaient rares. Les nuages qui s'amoncelaient au-dessus de nos têtes en raison des certitudes coupables de certains se dissipaient, parce que nous étions sûrs et certains que le président allait prendre toute la mesure des enjeux et trouver des réponses adéquates aux nombreuses problématiques qui se posaient avec une acuité pressante à la communauté nationale et qui se complexifiaient à chaque instant. Du reste, c'est ce qu'il a fait avec brio.

À notre humble avis, même si on peut toujours me tromper, le président avait choisi la meilleure

option qui soit. D'ailleurs, ses agissements en attestent. En effet, pour l'heure et jusqu'à preuve du contraire, tout semble converger vers une seule conclusion : contrairement à ses prédécesseurs, Faustin-Archange Touadera ne s'est pas accaparé le pouvoir de l'État pour lui-même et pour une poignée de ses proches. Non ! il ne s'est pas comporté comme un chef de clan, mais comme le président de tous les centrafricains. Voilà pourquoi il n'a pas oublié, comme les autres, l'un de ses slogans de campagne disant qu'il est « le président de toutes les ethnies ». Pour preuve, il s'est employé à nommer dans la haute administration les cadres issus de toutes les régions du pays. Contrairement aux autres, dès le lendemain de son investiture, ce n'est pas aux siens que, toutes affaires cessantes, il a tenu à distribuer le bifteck républicain, mais à toute la communauté nationale. Ses actions régaliennes témoignent simplement de sa grande connaissance des affaires publiques et sa grande culture en matière de gestion de la chose publique. Il a donné le sentiment d'avoir été bien préparé pour assumer pleinement les fonctions de président de la République. J'affirme avec force que c'est un vrai chef, raison pour laquelle, reprenant à mon compte une expression du président Jacques Chirac devenue célèbre, je puis affirmer que le président centrafri-

cain ne fait rien d'autre que « cheffer ! » tous les jours et sans répit.

Rien n'est plus détestable que le non-respect de la parole donnée ! Le président Touadera, lui, fait de la tenue des engagements, même du plus simple, sa marque de fabrique. Ainsi, toutes les promesses faites ou presque à ses soutiens durant la campagne électorale ont été tenues. D'autres ne l'auraient pas fait, raison pour laquelle nous sommes très nombreux à nous insurger contre les entrepreneurs politiques, ces Machiavel de maison close, qui ont commencé à remettre en cause cette bonne conception de la gouvernance du président, tempêtant, gesticulant et proférant des menaces à l'endroit de nous autres. Pour nous, il est hors de question de nier l'évidence par les manœuvres politiciennes les plus abjectes et les plus éculées, balayant d'un revers de la main tous les efforts entrepris par le président Touadera. Nous avons été obligés, pour faire entendre raison aux uns et aux autres, d'appeler à la formation d'une opposition constructive. Nous n'avons malheureusement pas été suivis par ces derniers, déterminés qu'ils sont dans leur recherche du pouvoir pour le pouvoir.

Or, en ce siècle de réseaux sociaux, donc de transparence accrue, il existe des critères d'évaluation de toutes les actions, qu'elles soient politiques, sociales, économiques, culturelles, sportives, j'en passe et des meilleures. De plus, il est démontré que les chiffres ne mentent pas. Et, comme l'avait rappelé le président Paul Kagame dans une interview à *Jeune Afrique*, il y a des chiffres, des courbes, des statistiques pour tout. Il suffit de savoir les interpréter. Notre pays n'échappe pas à cette règle. C'est pourquoi les opposants à la politique du président Touadera peuvent raconter ce qu'ils veulent et même chercher à tromper le peuple en lui racontant des boniments, mais à la fin des fins, les résultats de son action à la tête du pays parleront pour lui. Et ils parlent, ces résultats.

Prenons à titre d'exemple la signature à Bangui, le 6 février 2019, sous l'égide du Panel de facilitation de l'initiative africaine, de l'accord de paix qui a été paraphé la veille à Khartoum, au Soudan, entre les groupes armés et les autorités du pays. Or, comme souvent, malheureusement, en Centrafrique, dès le lendemain de la signature de cet accord, les oiseaux de mauvais augure se sont mis à chanter pour décourager le peuple. L'euphorie, le triomphalisme, les pas de danses, les déclarations

enthousiastes qui ont suivi la signature du texte ont laissé place aux critiques mal placées. D'abord, parce que ces oiseaux de mauvais augure ont commencé par nous expliquer que l'architecture politique que prévoyait cet accord de paix incitait plutôt à l'inquiétude. Pour eux, comment pouvait-on décemment croire à la sincérité des groupes armés et leur ouvrir ainsi les portes de la République, sachant que ces derniers considèrent notre pays comme une vache à lait ? Ensuite, ils se sont interrogés si c'était bien réaliste de la part des architectes de cet arrangement politique de croire que les groupes armés qui ne possèdent qu'une connaissance aléatoire de la notion de l'État et dont la paix, indispensable à la quiétude des populations, n'arrange rien à leur juteux trafic, allaient accepter de s'engager résolument dans la voie d'un retour à la normal sans un mécanisme contraignant. Ils ont eux-mêmes répondu à leurs vrai-faux questionnement en affirmant que tant que l'exploitation des territoires occupés continuerait de permettre aux chefs miliciens de se remplir allègrement les poches, la paix serait impossible. À moins de parler leur langage, l'unique langage qu'ils comprennent, qui est celui de la violence, c'est-à-dire leur faire la guerre. En réalité, les détracteurs de ce choix politique des autorités centrafricaines ont soutenu que

les rebelles se seraient rendus à Khartoum uniquement pour consacrer leur prééminence sur l'exploitation des zones occupées et, en passant, grappiller quelques roubles aux amis russes de la République centrafricaine.

La vérité, c'est que le président de la République a accepté d'aller à Khartoum parce qu'il a fait du dialogue et de la concertation la pierre angulaire de sa politique. D'ailleurs, dans les pays qui se veulent démocratiques, le dialogue est permanent entre les acteurs nationaux, pouvoir, opposition et société civile. Par exemple, on l'a souvent vu en France, les responsables politiques aussi bien du pouvoir que de l'opposition se rallient généralement autour des nécessités nationales. Quelles sont-elles ces nécessités nationales ? Pour nous autres Centrafricains, c'est la sécurité, la réconciliation, la cohésion sociale et la reconstruction du pays, mais plus que tout, la défense de l'unité nationale, du principe de l'intangibilité de nos frontières internationales, tout comme la réputation nationale. Dans les pays normaux, disions-nous, le dialogue est permanent, à plus forte raison dans un pays comme la République centrafricaine, où l'État, fragilisé, a du mal à étendre son autorité sur l'intégralité de son territoire souverain, où des groupes armés dictent leurs

lois et où la population, désespérée par les exactions et les souffrances quotidiennes, est obligée de se remettre à la Providence. Dans un tel pays, le dialogue entre les acteurs nationaux apparaît non pas seulement comme une priorité, mais comme une nécessité absolue.

En effet, le temps de la justice n'est pas celui de la politique, et ce, en attendant la montée en puissance des Forces armées centrafricaines (FACA) pour imposer la paix — parce qu'il nous sera difficile de faire l'économie d'une confrontation armée si l'on veut être tranquille — et permettre le retour de l'État dans ses meubles. Entretemps, il fallait bien rechercher, par tous les moyens, à ramener la sécurité, donc la quiétude à nos concitoyens, d'où l'impératif de dialoguer avec ces groupes armés qui contrôlent une portion non-négligeable du territoire national. Non pas que le président de la République ait voulu leur garantir une impunité, loin s'en faut. Mais dans le contexte qui est celui de notre pays, mieux vaut dialoguer plutôt que d'adopter des postures de va-t-en-guerre. On sait tous les dégâts que ces postures peuvent engendrer. Ce ne sont pas les incantations des uns et les vœux pieux des autres qui ramèneront la sécurité dans le pays, mais plutôt

une action concertée. Et c'est que ce font les autorités en place.

Ensuite, tous ceux qui ont vitupéré la démarche de président de la République sous prétexte que celle-ci consacrerait l'impunité, à l'origine de l'instabilité chronique de notre pays, feignent d'ignorer que les autorités centrafricaines ont saisi la Cour pénale internationale pour qu'elle puisse enquêter sur les allégations de crimes graves commis dans le pays afin de juger les auteurs et que cette juridiction internationale n'a pas les mains liées par un quelconque arrangement politicien. C'est ce que dispose un article du traité de Rome, instituant la Cour pénale internationale. Autrement dit, que l'on ait accordé ou non une amnistie aux auteurs de crimes déjà identifiés, cela n'empêchera nullement d'engager contre eux des poursuites judiciaires. La justice, qui n'a nullement les mains liées, sera sans pitié. La Cour pénale spéciale instituée à Bangui continue ses enquêtes et saura, le moment venu, faire rendre gorge à tous ceux qui ont été coupables d'atteinte à l'intégrité de nos compatriotes.

Faustin-Archange Touadera représente donc une chance pour la République centrafricaine. Raison pour laquelle je me suis engagé à ses côtés et que je

milite pour qu'il puisse poursuivre son œuvre à la tête du pays.

FAIRE DE LA POLITIQUE AUTREMENT

Je voudrais aborder ce chapitre en précisant qu'il est destiné à faire la promotion des actions déjà réalisées par le président de la République, mais également à ouvrir les perspectives en évoquant celles qui seront menées ou que j'aimerais voir se mettre en œuvre au cours de son second mandat. La précision étant apportée, revenons à notre sujet, en effectuant un bref rappel historique.

En Europe, la renaissance des XV^e et XVI^{ème} siècle représente une période de transition entre le Moyen-Âge déclinant, après avoir été en butte aux nombreux conflits, épidémies, massacres et persécutions et les temps modernes. Cette période s'est caractérisée par de nombreux changements politiques, économiques sociaux et culturels. De même, en Centrafrique, la renaissance que nous appelons tous de nos vœux devra intervenir au cours du second mandat du président Faustin Archange Touadera. Elle mettra un terme définitif à l'ordre ancien qui restera gravé dans nos mémoires collectives comme synonyme d'insécurité et de pauvreté et permettra l'émergence d'un ordre nouveau. Nous devons remercier celui par qui cette renaissance se

fera. En effet, voilà près d'une vingtaine d'années que la communauté internationale est au chevet de notre pays avec plusieurs missions de stabilisation depuis la MISAB à la MINUSCA en passant par la MINURCA. Et pourtant, la paix véritable et profonde, et surtout durable, ne règne toujours pas, en raison, principalement — et c'est mon opinion — de la faiblesse du niveau d'efficacité de notre leadership. Comme le souligne si bien l'écrivain égyptien Jolal Kechk, « **l'art de gouverner découle d'une formation et d'une éducation. Ce n'est pas un complot qui se trame la nuit ni l'aubaine d'un aventurier** ». Heureusement que nous avons eu un universitaire à la tête de l'État, et ce, depuis notre accession à la souveraineté le 13 août 1960. Par conséquent, une transformation qualitative durable de notre nation ne me paraît possible que si l'on crée les conditions nécessaires à l'émergence d'un nouveau leadership plus efficace, porteur de valeurs de progrès. Ce leadership ne peut s'exercer que par l'entremise de dirigeants d'un genre nouveau, créatifs et ambitieux pour leur nation ; des dirigeants empreints d'un véritable esprit patriotique capables de sortir des sentiers battus afin de faire bouger les lignes de la fracture sociale et l'extrême pauvreté et, enfin, de dirigeants vertueux dans la direction de la chose publique et aptes, non seule-

ment à élaborer une vision qui soit à la hauteur des attentes de la population, mais aussi à rechercher et à emprunter de nouveaux sentiers donnant un contenu concret à cette vision. En effet, il n'y a pas de leadership sans vision et celle-ci constitue un futur souhaitable à la réalisation duquel on consacre du temps, du talent, de l'énergie et toutes ses ressources.

Vous l'aurez compris, je fais ici allusion au leadership du président Faustin-Archange Touadera, car, pour accomplir sa tâche de manière efficace, le président Touadera s'est entouré de cadres dont la mission principale a consisté à améliorer les conditions de vie de tous nos concitoyens par la promotion du développement social et du progrès économique. Durant tout le mandat écoulé, ces nouveaux dirigeants ont fait preuve de courage et de détermination, ils ont cultivé le sens de l'engagement et du don de soi afin de conduire avec succès les réformes nécessaires. Servir et non se servir ou asservir, telle a été leur devise. Enfin, compte tenu de l'intégration croissante de toutes les économies du monde, ces cadres ont su disposer des compétences requises pour comprendre les défis du monde moderne et saisir les opportunités qu'offre celui-ci afin d'en faire profiter l'économie de notre pays, d'au-

tant plus que de nombreux économistes prédisent que le XXI^{ème} siècle sera celui du décollage de l'Afrique. De fait, les États qui tireront le parti de toutes les opportunités qui s'offrent à eux seront parmi ceux qui participeront effectivement à ce décollage. Près de nous, le Nigeria comptera 500 millions d'habitants en 2050, et la République démocratique du Congo en comptera 200. Cette croissance démographique spectaculaire de nos voisins et frères offrira de nombreuses perspectives à l'agriculture et à la petite industrie centrafricaine si celles-ci réussissent à tirer parti de ces nouveaux débouchés.

C'est la priorité des priorités des actuelles autorités. Voilà pourquoi ces dirigeants ont su tenir compte de l'importance des opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication ou encore par le prodigieux progrès de la biotechnologie, lesquels libèrent d'immenses potentialités en matière de développement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la production agricole, des procédés industriels, la propriété industrielle, etc. « Travailler à la vitesse de la pensée » comme le suggère Bill Gates, un des gourous de la société numériques, requiert une autre forme d'intelligence dans la conduite de

l'action publique. Raison pour laquelle ces dernières années, nous avons eu affaire à un président de la République capable d'impulser des nouvelles méthodes de travail, bannissant le pouvoir personnel ou clanique, mettant en place des plates-formes de travail plus collaboratif et des nouvelles manières de diriger les organisations et les administrations. C'est aussi cette intelligence qui a défini la relation de notre pays avec le reste du monde, en particulier avec l'ancienne métropole durant cette mandature. Pour conduire à bon port l'amélioration des conditions de vie des populations, le président Touadera et ses collaborateurs ont réussi à comprendre et à surmonter les problèmes urgents suivants :

L'indispensable sécurité

Faut-il le rappeler, lorsque le président de la République a prêté serment le 30 mars 2006, l'espace politique homogène dirigé par un pouvoir central avait disparu. Les seigneurs de guerre entièrement autonomes procédaient à une fragmentation du territoire qui échappait au contrôle de Bangui. Les nombreux déplacements des populations s'accompagnaient d'une déstructuration sociale. Les individus étaient arrachés aux formes antérieures d'orga-

nisation sociale faites de dépendance et de solidarité. En affaiblissant l'État central et les formes de sociabilité, la crise procédait à une complète réorganisation de l'espace politique. Un peu moins de cinq ans après, une nette lisibilité s'est dessinée, notamment grâce au travail acharné du président Touadera qui n'a ménagé aucun effort afin de permettre à l'État de reprendre la main sur l'ensemble de son territoire souverain. Une tâche qui n'a pas été facile du tout en raison notamment de la versatilité des groupes armés qui disent aujourd'hui une chose et demain son exact contraire avec un égal flegme, ce qui n'a nullement découragé les autorités à œuvrer pour le retour de la paix sociale et la cohésion du même nom.

Dans cet intervalle, l'aide humanitaire était devenue la première urgence. Le nombre d'ONG avait augmenté. L'influence grandissante de ces organisations était le corollaire de l'incapacité de l'État à fournir les services sociaux de base : éducation, santé, aide sociale. C'est pourquoi la première priorité des autorités a consisté à protéger le travail des humanitaires.

Cependant, l'on a noté quelques dérives qui ont mérité une attention vigilante des autorités sur la

gestion de ces nouveaux acteurs du développement. Les ONG mobilisent des moyens colossaux qui nécessitent un contrôle encore plus rigoureux. En effet, certains fonds levés dans la charité business servent leurs propres intérêts : trains de vie dignes de touristes VIP au lieu d'investir dans les causes humanitaires à fort impact direct sur les populations bénéficiaires. Le gouvernement a compris très tôt qu'il y avait urgence à lutter contre ces dérives en organisant un contrôle accru du travail des humanitaires. C'est ainsi qu'a été mis en place le ministère de l'Action humanitaire.

Par son importance et son caractère indispensable pour l'amorce de développement du pays, la sécurité constitue à elle seule un véritable enjeu ainsi qu'un impératif qui s'est inscrit en tête de priorité de l'action gouvernementale. Sous ce rapport, tous les experts s'accordent sur la perception de la sécurité humaine et soulignent l'interdépendance entre conflit et pauvreté ; ainsi qu'entre pauvreté et violence. C'est pourquoi ils suggèrent une approche intégrée afin de répondre de manière plus efficace à l'insécurité. Cette approche intégrée trouve toutes ses lettres de noblesse dans la phase critique de réinsertion des ex-combattants et représente une condition *sine qua non* d'un retour défi-

nitif de la paix. Tirant les leçons des expériences précédentes et leurs échecs, il ne faudrait plus remettre une forte somme d'argent à des chefs de guerre. Leur représentativité et capacité de mobiliser est toujours sujette à caution. Une partie des sommes destinées aux ex-combattants devra être mutualisée dans le but d'équiper les villages coopératifs afin qu'ils puissent créer sur le modèle des kibboutz israéliens. La gestion collective sera confiée au groupement d'intérêts ruraux, véritable syndicat agricole qui sera la cheville ouvrière de nouveaux pôles de développement. L'État s'est engagé à allouer les ressources suffisantes pour montrer son implication effective avant de solliciter les concours extérieurs. C'est le prix à payer pour avoir une paix durable, et ce, suivant les mots du cardinal de Richelieu : « Si l'argent est, comme on le dit le nerf de la guerre, il est surtout la graisse de la paix ».

La réforme du secteur de sécurité a été reprise et amplifiée à la lumière des échecs précédents. Les recommandations des états généraux de la Défense de 1996 et les conclusions du premier séminaire sur la RSS ont été actualisées afin d'en dégager les nouvelles priorités des solutions à mettre en œuvre, répondant aux problématiques suivantes : quel type

d'armée voulons-nous ? Pour quelle mission ? Avec quels moyens ? Les réponses ont été apportées par le président de la République lui-même qui privilégie désormais une armée de garnison en lieu et place de l'armée de projection que nous avons eue jusqu'ici. C'est le sens de la construction des casernes à travers tout le pays pour accueillir nos soldats.

Il faudrait se garder d'adopter la solution de facilité consistant à intégrer sans discernement les ex-rebelles dans l'Armée. Le plus simple serait d'effectuer un tri rigoureux pour ne retenir que ceux qui voudraient faire le métier des armes et dont le patriotisme ne souffre d'aucune ambiguïté. D'ailleurs, les engagements souscrits par le gouvernement auprès des Institutions de Breton Woods ne semblent pas tolérer un gonflement artificiel de la masse salariale.

La justice, vitrine de notre démocratie

Le processus démocratique amorcé au début des années 1990 a connu des insuffisances et des déviances indéniables. Ce processus mal maîtrisé est en partie à l'origine de l'instabilité chronique que nous observons depuis 20 ans : coups d'États, mu-

tineries, rebellions. Cette situation chaotique a suscité des interrogations légitimes afin de diagnostiquer l'origine des maux qui gangrènent notre pays. Les experts et les observateurs sont quasiment unanimes pour souligner la part non négligeable de la résurgence des particularismes régionaux ou encore la revanche des identités locales sur les identités nationales. Comme le dit le professeur Timothée Ngakoutou, « cette effervescence identitaire a complètement annihilé toutes perspectives démocratiques et englouti les espoirs des populations. » En Centrafrique, la conquête du pouvoir et le renforcement de celui-ci s'appuie essentiellement sur une arithmétique ethnique et ses polarisations partisans. Il serait également indiqué de rappeler que la multiplicité des partis politiques permet certes une diversité de choix, mais a contribué à fragiliser les bases de la démocratie centrafricaine, car la démocratie ne se limite pas seulement aux joutes électorales.

La deuxième insuffisance provient de la faiblesse du système judiciaire et celles des autres organes constitutionnels de régulation. Point n'est besoin de rappeler qu'un régime démocratique suppose une place de choix laissée aux institutions chargées de la régulation du jeu politique et du

contrôle des acteurs politiques. Plus ces institutions sont solides et crédibles, plus elles confèrent au processus son caractère irréversible. C'est ce que le président Touadera s'est évertué à faire durant sa mandature. En effet, pour consolider le processus démocratique, il faudrait disposer d'un système judiciaire crédible. Il s'agit du fondement même de l'État de droit. Le président Touadera a compris que le système judiciaire, pilier central de la démocratie, devait être impérativement un lieu de haute moralité et de compétence, afin d'inspirer confiance et respect aux justiciables, mais aussi rassurer les investisseurs par sa neutralité. C'est la raison pour laquelle il y a consacré de moyens considérables. Voilà pourquoi aujourd'hui, dans notre pays, malgré des efforts qui restent à faire, rendre justice au nom du peuple souverain, ou dire le droit tout simplement ne souffre d'aucun soupçon de déni.

La Jeunesse centrafricaine, pilier du développement

Racontant sa détention après son retour en France, Madame Claude Priest, qui avait été enlevée par un groupe armé près de Bangui, s'était émue de l'absence de toute perspective pour cette

jeunesse centrafricaine, faute d'éducation et d'avenir. Nous sommes tous d'accord pour dire que le naufrage de notre système éducatif résulte des nombreuses crises qui ont frappé le pays de plein fouet.

Or, la jeunesse centrafricaine représente plus de 80% de la population en raison de l'espérance de vie estimée à 45 ans. Cette frange vit essentiellement en zone urbaine en raison de l'exode rural qui a vidé progressivement les villages de l'arrière-pays. La forte urbanisation des villes, notamment de la capitale Bangui, dont la population a pris des proportions considérables depuis l'accession du pays à l'indépendance, multiplie des défis à relever, car cet accroissement de la population s'est accompagné malheureusement de graves difficultés économiques, accentuées par la fermeture des nombreuses sociétés industrielles et commerciales en raison des pillages qui ont suivi les mutineries, provoquant un ralentissement des activités économiques et créant un sentiment de frustration et la désillusion parmi les jeunes. Ces fermetures ont obéré les maigres ressources de l'État, premier pourvoyeur d'emplois modernes, qui, à son tour ne recrute plus, à la suite des injonctions des partenaires techniques et financiers. Ainsi, la ville de

Bangui s'est-elle retrouvée avec une masse de chômeurs dont de nombreux diplômés sans emploi. Le spectacle des jeunes vendeurs de cartes téléphoniques, des gardiens de parking, bref, tous les petits boulots en zone urbaine constituent des alternatives débrouillardes à l'extrême précarité sociale. À ces maux est venu s'ajouter l'inadaptation du système éducatif, caractérisé par une indigence criarde en ce qui concerne les infrastructures, des nombreux dysfonctionnements à la suite des années blanches et des sempiternelles grèves de tous les corps d'enseignants. Le système éducatif était tombé en lambeau depuis belle lurette.

À l'arrivée des actuelles autorités au pouvoir, il n'était que l'ombre de lui-même. Les autorisations accordées par l'État aux promoteurs privés, qui ont ouvert des espaces d'enseignement, n'ont rien changé. Véritable fabrique de diplômés chômeurs, l'éducation nationale n'offre aucun espoir à ces jeunes étant donné qu'elle continue de privilégier l'enseignement général au détriment de l'enseignement professionnel et technique. Cette jeunesse désespérée, désorientée faute de repères crédibles, s'est trouvée disponible pour toutes les aventures. Elle est souvent recrutée par les politiciens démagogues ou par les seigneurs de guerre, faisant l'ob-

jet de toutes les manipulations. C'est cette jeunesse, à l'avant-garde de tous les pillages à chaque trouble politico-militaire, qui va payer un lourd tribut à la crise actuelle. Les meurtres, les nombreuses populations déplacées viennent rappeler de la manière la plus dramatique que la jeunesse est la frange de la population la plus sacrifiée, rendant le pari sur l'avenir des plus incertains. Que faire ?

Heureusement que, à la suite de son accession à la magistrature suprême de l'État, le président Touadera a veillé au recrutement des jeunes diplômés dans la fonction publique. Ces différentes sessions d'intégration dans la fonction publique n'ont pas été entachées d'irrégularités ou d'injustices criardes comme par le passé. Issu du secteur de l'éducation, en sa qualité de professeur de mathématique à l'Université de Bangui, le président Touadera sait, mieux que quiconque, que former les jeunes, c'est parier sur l'avenir, raison pour laquelle il a injecté un investissement massif dans la formation afin de sauver le secteur de l'éducation du naufrage. Il a intégré les conclusions des économistes adeptes du capital humain qui ont montré que l'investissement éducatif ne génère pas seulement que des bénéfices monétaires, mais contribue aussi à réduire la pauvreté. En effet, les individus

éduqués seraient supérieurs aux autres en termes d'efficacité économique, quel que soit le secteur dans lequel ils exercent ; et grâce à leur changement de mentalité ainsi qu'aux connaissances acquises, ils auraient une espérance de vie plus élevée, connaîtraient de faibles taux de morbidité, de mortalité infantile, de fécondité, etc. L'éducation, par le biais de la croissance économique, émancipe donc l'individu et lui procure le bonheur. Une jeunesse qui s'éduque se nourrit des modèles. C'est pour lutter contre la crise morale qui frappe notre société, mais aussi mettre un terme à l'absence d'éthique que le président Touadera a misé sur l'éducation de notre jeunesse. Il a aussi fait de la sensibilisation et la conscientisation de la jeunesse, commençant par les adultes afin de promouvoir des valeurs morales pour combattre la tricherie, la prébende, l'éthylisme, la facilité et la débauche, son cheval de bataille. Durant cette mandature, il a lancé la réflexion sur l'ensemble du système éducatif. Il souhaite pour les jeunes de notre pays une école novatrice qui tienne compte de notre environnement économique et social. Il nous manque par exemple une école qui puisse former au métier du bois, une des richesses de notre pays qui attend toujours d'être mise en valeur localement. La création d'une école formant aux métiers du bois est une

piste pour résorber le problème de chômage des jeunes. Ainsi les besoins de main-d'œuvre qualifiée exprimés par les entreprises de la place trouveraient-ils une réponse adaptée. Dans les années à venir, le pays va investir dans la mise en place de centres de formation professionnelle qui permettront de dispenser des formations pratiques et qualifiantes de courte durée dans les différents secteurs de l'économie, des industries et des services.

L'autonomisation des femmes et la santé, une priorité des autorités.

Je citerai Melinda Gates, présidente avec Bill de la fondation éponyme : « J'attends beaucoup de notre action auprès de femmes et des jeunes filles. Dans les pays en voie de développement, ce sont elles qui emmènent les enfants se soigner, qui se préoccupent de leur nourriture, du budget familial. Elles sont les agents du changement : si elles reçoivent de l'argent, il servira avant tout à leur foyer. Donnez-leur une éducation et elles feront tout pour que leurs filles accèdent à l'école et progressent à leur tour ».

En raison du risque élevé de décrochage scolaire des jeunes filles, le président Touadera a conçu, en

leur faveur, un système d'apprentissage tout le long de la vie. C'est un système éducatif pragmatique visant l'autonomisation des groupes vulnérables, notamment les jeunes filles et les femmes. Plusieurs expériences ont été conduites avec succès pour amener les femmes à transformer localement les produits agricoles avant de les commercialiser dans les centres urbains.

Alors que tous les pays sont confrontés à des problèmes de santé, la situation est plus grave dans les pays les plus vulnérables, comme la République centrafricaine. Tout en continuant à lutter contre les grandes maladies transmissibles, les problèmes de santé maternelle et infantile, le pays doit également supporter le fardeau de plus en plus lourd des maladies non transmissibles. Le passage à une couverture maladie universelle est devenu un objectif essentiel pour le renforcement des systèmes de santé. Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) doivent être atteints d'ici-là. Établis pour orienter les efforts mondiaux en matière de développement, ces objectifs sont assortis de cibles quantifiables pour mesurer le degré de progression dans les différents secteurs (Nations Unies, 2000). La santé constitue un domaine à part entière du

programme des OMD, mais elle intervient également indirectement dans les autres objectifs.

La couverture universelle de santé est la finalité du renforcement des systèmes de santé. Elle repose sur deux piliers : que tout le monde puisse avoir accès à des soins de qualité (qu'ils soient relatifs à des traitements ou à de la prévention), et que le paiement de ces soins ne provoque pas un choc financier pour le ménage. Les mécanismes de contribution obligatoire, basés sur le pouvoir de taxation des États, visent la couverture universelle de santé, ce qui constitue la finalité du renforcement des systèmes de santé à distribuer la charge financière équitablement au sein de la population et à rendre les soins de santé accessibles et abordables pour tous. Le fardeau que représentent les maladies dans les pays les plus vulnérables est encore alourdi par le faible niveau des revenus nationaux, le caractère informel des économies et les ressources limitée – autant de facteurs qui restreignent la capacité des pays à agir sur les grands problèmes de santé et les facteurs de risque.

Durant la mandature écoulée, un accent particulier a été mis sur le processus qui doit permettre de doter notre pays d'un système de couverture uni-

verselle de santé. L'État œuvre donc à l'amélioration de la prise en charge sanitaire dans le pays.

Une administration efficace

Lorsque l'on schématise la structure du pouvoir dans un pays comme la France, on est surpris par la place prépondérante des grands corps d'État dans cette architecture institutionnelle. Héritiers de cette tradition francophone, beaucoup de pays africains tels que notre pays ont créé à leur tour des grands corps d'État, notamment les organes de contrôle comme l'inspection générale d'État et la Cour des Comptes, dont l'accès est strictement réglementé.

Avant, quand on arrivait en Centrafrique, on était surtout frappé par l'absence de fourniture d'énergie électrique et la dégradation avancée des infrastructures notamment routières. Les ouvrages d'art s'écroulaient les uns après les autres. Cette situation était due à la mauvaise orientation politique dans l'allocation des ressources et aussi à la faiblesse de l'administration qui n'avait pas mis en œuvre une politique d'entretien adéquat. En conséquence, il apparaissait clairement que disposer d'une administration efficace, capable d'élaborer les stratégies multisectorielles et de soutenir les initiatives privées dans le cadre d'un partenariat fé-

cond, était devenu une condition incontournable du développement économique et social.

Depuis sa prise de fonction, le président de la République a voulu d'une administration publique reposant sur une charte de qualité afin de satisfaire les attentes des usagers, des clients et surtout des contribuables, car notre pays ne saurait se dispenser d'une administration efficace condition *sine qua non* de la croissance économique. À partir d'une vision politique et des orientations générales clairement définies, le président a su remettre les fonctionnaires au travail, accentuant ainsi l'efficacité de l'administration, capable désormais de traduire en termes de choix stratégiques à moyen et long terme, les priorités gouvernementales. En effet, une administration efficace met le pays à l'abri des errements du premier politicien venu. L'administration se doit d'éclairer les décideurs politiques, ce qui suppose une indépendance relative du politique. La gestion des emplois et des carrières doit obéir à des règles strictes garantissant cette autonomie. Ainsi, les recrutements, les promotions ne sont guidées uniquement que par des critères objectifs de qualification professionnelle et de moralité. Ce dispositif a permis de recruter les meilleurs talents

dans l'administration et réduire ainsi la fuite des cerveaux vers l'extérieur, ou le secteur privé.

Un choix budgétaire exemplaire

Dans sa lettre d'adieu au gouvernement centrafricain, l'ambassadeur américain Wohlers, en fin de mission, s'interrogeait sur le bien-fondé de l'aide qu'attend l'État centrafricain, provenant des contribuables des pays donateurs, alors que les recettes de l'État étaient confisquées soit par les seigneurs de guerre sans foi ni loi ou soit par des fonctionnaires véreux. Cette interrogation d'une pertinence indiscutable a jeté une lumière crue sur la mentalité d'éternel assisté que développaient certains cadres centrafricains. Elle stigmatisait le laisser-aller qui prévalait dans la collecte des deniers publics.

Le président Touadera, ayant compris la loi implacable selon laquelle les États n'ont que des intérêts et n'offrent aucun cadeau, a œuvré pour un changement du logiciel mental de ses compatriotes afin d'y extirper de leurs comportements, la paresse, la facilité et la médiocratie. Il avait surtout remarqué que nous n'avions que deux alternatives qui s'offraient à nous : périr ensemble ou sauver notre pays. Et cela passait indéniablement par l'assainissement des finances publiques afin d'amélio-

rer notre capacité à mobiliser les ressources internes par un meilleur prélèvement des différentes taxes et impôts ainsi qu'une maîtrise des dépenses, n'autorisant que celles qui révèlent un caractère prioritaire et indispensable. Il a inscrit en tête de liste de ses actions la lutte contre la fraude et la gabegie. On l'a vu se rendre sur le terrain pour encourager les douaniers qui avaient saisi un conteneur que le propriétaire avait voulu soustraire aux contrôles. S'appuyant sur sa politique de la bonne gouvernance, il a entrepris les réformes courageuses en vue d'assainir les finances publiques. Ces réformes concernent notamment : la transparence budgétaire et une meilleure appropriation de la nomenclature ; l'implication du parlement et de la société civile très en amont du processus dans le cadre du débat sur les orientations budgétaires avant l'examen formel de l'avant-projet préparé par le gouvernement. La mise en place des outils modernes de pilotage tels que la production mensuelle des tableaux des opérations financières de l'État ; l'élaboration consensuelle d'un cadre des dépenses à moyen terme ; l'intégration de tous les systèmes informatiques existant par une meilleure gestion des interfaces afin d'assurer une meilleure traçabilité de la chaîne des dépenses publiques ; l'adoption des mesures régulières de performances de

gestion des finances publiques selon le référentiel PEFA (dépenses publiques et responsabilités financières).

Dans ces circonstances, au regard de cette démonstration somme toute logique, si on veut être exigeant avec nous-mêmes, je suis parvenu à la seule conclusion qui vaille : permettre au président Touadera de poursuivre son action à la tête du pays.

Dépôt légal : juin 2020
Imprimé en France